

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

APRÈS LA GRÈVE
DES PÊCHEURS :
MARRE D'AVOIR RAISON !

NUMÉRO 202
4 OCTOBRE-7 NOVEMBRE 1980



COMMENT FABRIQUER LES PAYS DE LOIRE ?

Olivier
Guichard

D.R.

Ker Ys

Librairie-Musique

20 place Cornic

MORLAIX

tél. 88 47 22

Librairie - Disques

- Littérature bretonne - musique celtique
- Ecologie - médecines naturelles
- Philosophies orientales
- Psychiatrie - pédagogie
- **EXPÉDITIONS**

Armor·lux

SOUS-VÊTEMENTS

TEE-SHIRTS

PULLS MARINS

QUIMPER

AR BED KELTIEK

2, rue du Roi Gradlon
KEMPER

Presses et livres bretons
DISQUES ET ARTISANAT CELTIQUE
Gweltaz ar Fur
Tél. 95.42.82

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé PRIMAGAZ

IMPRIMERIE LE GRAND

8-10, route de Quimper
BREST

Tél. 02.03.89

KRAMPOUEZ BREIZ Crêperie

Madame Moal

21, Place Aristide-Briand
29218 HUELGOAT - Tél. 99.77.47

9, rue de Lyon
29200 BREST
Tél. : 46.33.04
46.37.86

• Service
Terrain

• Etude, Devis
• Avants-projets

Une Conception Abonnel

- Un style : la Bretagne
- Des idées : porte en ogive, mur en moellons intérieur, poutres apparentes.
- Une économie : chauffage par pompe à chaleur
- La conception : Architecte Abonnel

Nom :

Adresse :

N° Tél. :

Publicité à ramener à
pour informations.

maisons
abonnel

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

Une souscription à cette époque-là ? Alors que de tous côtés la vie devient plus chère, alors que la rentrée scolaire est un cap financier difficilement surmontable pour tant de familles, cela peut paraître manquer singulièrement d'apropos. Et pourtant !

Et pourtant, Le Peuple Breton est plus que jamais nécessaire ; cet instrument de combat est plus que jamais indispensable. Car la Bretagne est encore le terrain des mauvais coups du pouvoir et du patronat ; le dernier : la fermeture de la « Brasserie de Kérinou », à Brest. 84 emplois supprimés d'un trait de plume par Riboud. Le Peuple Breton avait, dès juin, expliqué ce qui était en cause, et par là-même participé à la lutte — vaine cette fois-ci — pour l'emploi.

Le pouvoir giscardien n'est guère facile à contrer, une presse solide d'opposition est nécessaire. Par vos souscriptions, vous contribuez à la conforter.

5^e liste

G. Rivière, Cleguer	30,00
Jean-Louis C., Paris (75)	50,00
J.J. Merret, Montreuil (93)	50,00
L. Harnel, Fontenay aux Roses (92)	50,00
R. Manchec, Douarnenez	20,00
Philippe B., Sceaux (92)	20,00
M. Le Jeune, Le Faouet	20,00
L. Mandet de Penhouet, Huelgoat	20,00
C. Pierre, Poullaouen	50,00
L. Ruven, Ivry sur Seine (94)	20,00
R. Bouin, Sommières (30)	20,00
G. Hellegouarch, Paris (75)	50,00
Jean Paul L., Knutange (57)	20,00
J. Cotel, St Quay Portrieux	25,00
J.J. Le Moine, Cannes (06)	30,00
Marie Thérèse, M. Ivry sur Seine (94)	50,00
Simone Le G., Le Relecq Kerhuon	100,00
X. Ansquer, Quimper	50,00
B. Rio, Hem (59)	20,00
Mac Vichkerdie, Ecosse	20,00
J. Martin, Fresnes en Woeuvre (55)	20,00
G. Boivineau, Comberiole (92)	50,00
Daniel Boloh, Carhaix	20,00
J.J. Daniel, Morlaix	20,00
Frank R., Belgique	10,00
F. Dumortier, Brest	50,00
C. Thoré, Algérie	125,00
F. Raoul, Quevilly	20,00
Anonyme, Plouha	5,00
Y. Le Lay, Brest	50,00
Total 5 ^e liste	1085,00
Report des listes précédentes	8918,40
TOTAL	10003,40

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

**Même si
vous ne savez
qu'un peu le
breton...**

**LISEZ AUSSI
POBL-VREIZH**

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

•
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F
Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

POLITIQUE

L'UNITÉ DE LA BRETAGNE	4
LE PORT DE NANTES	
SAINT-NAZAIRE	6
QU'ALLAIT-IL FAIRE	
DANS CETTE GALÈRE ? ...	13
L'U.D.B. ET LE	
CENTRE-BRETAGNE	17

PÊCHE

LE BILAN	
D'UNE GRÈVE	10

ÉCONOMIE

LES RÉSIDENCES	
SECONDAIRES	9

SYNDICALISME

LA C.G.T. DANS	
L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ..	13

SOCIÉTÉ

LES BONS ET LES	
MAUVAIS CONTESTATAIRES ..	8
AU RAS DES	
PAQUERETTES	15
DE CURIEUX	
AUTOCOLLANTS	16

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON	
DE BREST A NANTES	18
FESTOU-NOS	28
P.B. SERVICE	16

CULTURE

CINÉMA A DOUARNENEZ ..	20
INTERVIEW DE M. RUSSEL	20
TOUT EST CALME EN	
GUADELOUPE	21
PLOGOFF, DES PIERRES	
CONTRE DES FUSILS	22
ILS NE VIVRONT PAS	
AU PAYS	24
YANN GOASDOUÉ,	
DIFFUSEUR DE LIVRES	24
LES ORIGINES DE LA	
BRETAGNE	26
LES CHÈQUES EN BRETON	28

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 11.000 ex. - Dépôt légal : 4^e trim.
Directeur de la publication : J. Guéguénat



COMMENT FABRIQUER LES «PAYS- DE-LOIRE »?

*Le château des Ducs
de Bretagne, à Nantes.*

Fausses régions, pièges à notables

Les «Pays-de-la-Loire» ne doivent pas grand-chose, à part leur nom, au fleuve qui traverse la circonscription. Leur axe véritable, Nantes-Angers-Le Mans, n'est autre que la route de Paris. Tout comme l'axe de la Bretagne-croupion.

Le prétexte économique du découpage régional se dessine ainsi sur la carte: le «désenclavement» des deux prétendues régions a été conçu par leurs notables comme l'amélioration de leurs liaisons respectives avec Paris et le nord-est industrialisé, d'où étaient attendues quelques miettes d'emploi et de profit. Au temps où «décentralisation» était le mot magique.

En redistribuant son jeu grâce à «la crise», le grand capitalisme a balayé les illusions plus ou moins volontaires de ses serviteurs locaux.

Et la Bretagne maritime reste à construire, support indispensable d'un développement plus «auto-centré». Une Bretagne qui ne se conçoit pas sans la Loire-Atlantique... et sans l'expropriation des détenteurs actuels du capital.

Une Bretagne que leurs voisins devraient souhaiter autant que les travailleurs bretons.

Michel François fait le point de la lutte pour l'unité administrative de la Bretagne

A l'occasion de la Quinzaine pour l'Unité Administrative de la Bretagne, qui se déroule du 4 au 18 octobre, le Peuple Breton a demandé à l'un des responsables du comité pour l'Unité, Michel François, de faire le point pour nos lecteurs, ce qu'il fait à titre personnel.

Le Peuple Breton: Une «Quinzaine pour l'Unité administrative de la Bretagne» se déroule du 4 au 18 octobre. Peux-tu en rappeler les objectifs et les modalités?

Michel François: L'objectif est celui des trois grandes manifestations déjà organisées depuis 1976, par le Comité pour l'Unité administrative de la Bretagne: il s'agit de hâter la réunification de nos cinq départements. On sait que la Loire-Atlantique est exclue encore aujourd'hui de la Bretagne officielle, et avec elle plus du quart de la population bretonne et un énorme potentiel économique et social, stérilisé dans une circonscription artificielle, les «Pays de Loire».

Les modalités de cette Quinzaine sont variées. Il s'agit de concentrer, entre le 4 et 18 octobre, le maximum d'événements et de démarches posant et expliquant la revendication de l'unité administrative. Il est notamment prévu une conférence de

presse, des affiches, une exposition de photos, des prises de position d'organisations et d'élus à divers niveaux, une pétition au Maire de Nantes, des démarches auprès des organes d'information, et une manifestation dans les rues de Nantes. Il faut noter que le Comité pour l'Unité a voulu cette année que l'action relève largement de l'initiative de ceux qui le composent.

Le P.B.: Où en est aujourd'hui le combat pour l'Unité?

M.F.: Sur le plan des résultats administratifs, rien de décisif n'a été obtenu. Le pouvoir et la bourgeoisie locale poursuivent de plus belle leur politique de débretonnisation de la Loire-Atlantique. Ils financent sans vergogne avec l'argent des contribuables de coûteuses campagnes de promotion des «Pays de la Loire», comme on l'a vu cet été avec le Tour de France à la voile, comme on vient de le voir avec la commande d'un film sur les «Pays de Loire».

En effet, vous avez été tout spécialement choisie par La Redoute parmi ses nouvelles amies du Pays de Loire pour participer au tirage au sort "un Vison pour Noël".

Des relais de toute sorte démultiplient la propagande en faveur du découpage officiel.

*Extrait d'une circulaire de «La Redoute»
distribuée en septembre 1980.*

au réseau «Gaumont», comme on le voit dans le reste de la Bretagne avec l'édition d'un manuel scolaire qui ignore la Loire-Atlantique. Pourtant, la Charte Culturelle, a dû être étendue à la Loire-Atlantique.

Sur le plan de la prise de conscience, en revanche, l'action menée n'a pas été vaine. Personne ne pensait avant 1976 que des manifestations de plusieurs milliers de personnes pouvaient montrer à Nantes et à Saint-Nazaire l'évidence d'un soutien populaire au combat pour l'unité. Les prises de position de nombreuses et importantes municipalités se sont alors multipliées, et beaucoup d'autres, dans le domaine de l'information régionale en particulier.

On sait maintenant que le problème existe, et personne ne doute de ce que devrait en être la solution normale. En outre, le prétexte économique du découpage régional fait maintenant l'objet d'attaques qui portent, puisque la Loire-Atlantique compte près de la moitié des chômeurs de sa prétendue région.

Le P.B. : De quels soutiens bénéficie la lutte pour la réunification ?

M.F. : La nature même de la revendication, qui est au fond une revendication d'identité lui assure des soutiens qui sont d'abord l'expression des sentiments individuels, quelles que soient par ailleurs les préférences politiques plus ou moins affichées des uns ou des autres.

Cela dit, l'organisation de la revendication est indispensable à sa progression, et les soutiens déjà organisés sont alors précieux. C'est bien sûr le cas pour l'U.D.B., c'est aussi notamment le cas pour les radicaux de gauche bretons ou les P.S.U. Bretagne, sur le plan politique. C'est aussi le cas général pour les organisations culturelles bretonnes, qui font très naturellement le lien entre l'identité collective d'un peuple et ses spécificités culturelles, fussent-elles limitées à une partie de son territoire.

Une structuration dense du mouvement pour l'unité lui-même me paraît illusoire, car l'accord est loin d'être unanime sur l'analyse des causes du découpage, et le

débat externe est alors préférable, chacun montrant sa réalité, développant son argumentation, affichant dans son action propre la cohérence de ses idées, sans être neutralisé par la recherche d'un consensus qui serait appauvrissant et finalement mensonger.

Le P.B. : Tu n'as pas cité les organisations syndicales, ou des partis comme le PCF ou le PS ? Y a-t-il hostilité de leur part à la revendication de l'unité ?

M.F. : On ne peut pas parler d'hostilité, mais il faut bien parler de distance. Si beaucoup d'élus PS ont participé aux Marches pour l'Unité et voté les vœux de réunification, nous attendons toujours une prise de position officielle de la fédération du P.S. de Loire-Atlantique. Si des élus communistes ont aussi appuyé l'action du comité pour l'Unité, en 1976 à Rezé, par exemple, il faut noter ces derniers temps une attitude générale d'abstention. La CGT et la CFDT ne paraissent pas désireuses pour leur part d'agir sur ce terrain, qu'elles estiment étranger à l'action syndicale.

Tout cela n'empêche pas, bien entendu, des militants de ces organisations d'être présents, à l'occasion, dans le combat pour l'unité.

Le P.B. : Tu es toi-même un militant politique de gauche, puisque tu as la responsabilité des affaires intérieures de l'UDB, et une activité syndicale. Comment apprécies-tu cette «distance» prise par les organisations dont nous venons de parler ?

M.F. : Je dirai d'abord que je me félicite de mon propre choix politique, qui me permet d'être parfaitement à l'aise, en théorie et en pratique, dans toute action visant à améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs et de la population de mon pays.

Or, ce qui est en cours en Loire-Atlantique, c'est l'effacement programmé de la mémoire collective d'un million d'hommes et de femmes, anesthésiés par un enseignement et une information mutilants. Et je dis sans crainte d'être démenti que ce million d'hommes et de femmes a droit à cette mémoire collective, que c'est son bien

d'aujourd'hui, que c'est une part de sa personnalité profonde, et que par conséquent, fermer les yeux sur cette question et se taire, pour une organisation responsable, est un acte de complicité.

Ce jugement sévère n'est pas une condamnation de mes camarades de la CFDT, de ceux de la CGT ou du PC ou du PS, avec lesquels j'entends bien continuer à lutter. Il faut voir lucidement que leur attitude reflète celle de la quasi-totalité de notre peuple vis-à-vis de lui-même. On ne peut pas faire semblant d'oublier que cent cinquante ans de capitalisme ont créé un «marché français» qui a fortement altéré les bases sociales anciennes d'une possible conscience collective bretonne, notamment en Loire-Atlantique où l'intégration à ce «marché», a été renforcée très tôt par une relative industrialisation.

L'aliénation, ça existe, même si ce n'est pas toujours une excuse absolutoire pour un militant politique.

Le P.B. : L'analyse que tu viens de faire ne renvoie-t-elle pas l'identité bretonne dans le passé, et ne constate-t-elle pas d'avance l'échec du combat pour la réunification ?

M.F. : L'échec qu'on peut constater dès aujourd'hui, c'est celui d'un combat breton qui se réfère implicitement à des formes sociales dépassées, en refusant de prendre parti entre le capitalisme et ceux qu'il exploite.

Quand on prend au contraire le parti de lutter contre l'aliénation sous toutes ses formes et ses causes sociales, on fait de l'identité bretonne un projet total de libération des hommes et des femmes qui vivent ici et ailleurs. On favorise l'émergence d'une communauté bretonne parfaitement à l'aise dans son siècle, parfaitement claire dans ses rapports avec les autres communautés humaines.

Le P.B. : En conclusion ?

M.F. : C'est en prenant la vraie mesure des problèmes qu'on fait avancer leur solution. L'unité, nous l'aurons, avec beaucoup d'autres choses.

En attendant, tous à Nantes le 18 octobre !
(Propos recueillis par J. Roudaut).

Un château bien encombrant

Un brave citoyen d'Orvault (44) s'étonnait récemment auprès du syndicat d'initiatives de Nantes de l'invasion progressive de la référence aux «Pays de Loire» dans la documentation touristique destinée au public. Et prenant en exemple le château des Ducs de Bretagne, il souhaitait un peu de cohérence entre la réalité et sa description sur les affiches et dans les dépliants.

Dûment «formé» un responsable du Syndicat d'initiatives lui a tout bonnement rétorqué qu'on visitait bien le château des papes à Avignon alors que les pontifes de l'Église n'y mettaient plus les pieds depuis longtemps. Comme quoi, selon lui, l'Histoire va et vient, et il faut s'y faire.

Il est vrai que le pape des «Pays de Loire», Olivier Guichard, n'est pas le dernier à faire des bulles, comme on le constate par ailleurs. Ce qui nous autorise au moins à lui chercher des crosses !

Extrait du
dépliant
distribué
lors du « Tour
de France à
la voile ».

Des échanges
de propos un
peu vifs ont
marqué les
étapes de
Concarneau et
de Pornichet.

Le bateau

"Région des pays de la Loire"

Un financement régional

La Région assure le financement de la course du bateau.

Une action de promotion

Tout en apportant son soutien au développement de la pratique de la course-croisière, la Région, par sa présence sur le Tour, entend sensibiliser le public aux réalités régionales.

Afin de favoriser la promotion de la région des Pays de la Loire, de faire mieux connaître les activités liées au nautisme ainsi que les entreprises qui travaillent dans ce secteur,

LA CHAMBRE RÉGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES PAYS DE LA LOIRE est heureuse de vous offrir ce dépliant.

12, rue du Chapeau Rouge - 18 X - 44040 NANTES Cédex

Tél. (40) 48.64.09

à partir d'octobre 1980 :

29, Quai de Versailles - 44000 NANTES

Cachez cette Armorique...

Le mouvement breton traditionnel répugne à l'analyse sérieuse du processus de débrettonnisation de la Loire-Atlantique, de crainte d'y découvrir à chaque pas la main de la bourgeoisie locale qu'il tient en grande estime. Il est tellement plus simple d'appeler à «l'union contre la centralisation parisienne, qu'elle soit de droite ou de gauche».

Mais, en 1967, par exemple, à l'occasion de la publication d'une étude sur l'aménagement de l'aire métropolitaine Nantes-St-Nazaire, c'est bien le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes, Peigné, qui **demandait au préfet** de ne pas parler d'Armorique dans ladite étude, car cela pourrait laisser penser que Nantes est liée de façon privilégiée à la Bretagne, alors que son aire de rayonnement est plus vaste... Et il suggérait au haut fonctionnaire — qui se montra docile — de parler d'Ouest ligéro-atlantique.

Une copie de la lettre a mystérieusement atterri dans les archives du Comité pour l'Unité...

Rapprochons-nous, pour ne pas être ensemble

Si elles ne pénalisaient pas gravement l'économie de toute la Bretagne, les difficultés de réalisation de la liaison routière Nantes-Rennes feraient sourire. Elles suscitent en effet des déclarations ou des commentaires ou le saugrenu le dispute à la mauvaise foi.

Un hebdomadaire local de Fougères se fait ainsi l'écho d'une déclaration d'Olivier Guichard estimant en substance que **«ceux qui réclament l'unité administrative de la Bretagne feraient mieux de travailler au rapprochement des mentalités dans les deux capitales»**.

Ceux qui ont travaillé, comme Olivier Guichard, à la séparation administratives des dites capitales, avaient sans doute en vue de faciliter leur rapprochement...

S'ils nous l'avaient expliqué à temps, on n'aurait pas pu lire dans «la Semaine Bretonne» un commentaire constatant que **«la Bretagne historique, c'est bien fini»**, à propos du même dossier Nantes-Rennes.

Il est clair en effet que la liaison routière, si par malheur elle se réalisait, mettrait fin à une série particulièrement féconde de contacts entre «les deux capitales», sur la meilleure manière de se moquer du monde!

La centrale du Pellerin est à nouveau sur le haut du dossier. On la croyait à demi-enterrée, mais elle serait de nouveau d'actualité. Les travaux, discrets, commenceraient sous peu.

Nantes-Saint-Nazaire,

UN PORT AUTONOME ABANDONNÉ PAR SA RÉGION

C'EST en effet la principale conclusion que l'on peut tirer de l'étude, des conséquences économiques régionales de l'activité de cet ensemble portuaire, menée par l'OREAM (1). Ceci n'est pas pour nous étonner et peut être considéré comme un fait logique découlant de la création purement administrative et artificielle de la région des Pays de Loire, ne tenant aucun compte des réalités économiques dont c'est, ici, l'objet.

Importance de Nantes Saint-Nazaire

Dans un port c'est le trafic de marchandises diverses qui est créateur de richesses et d'emploi. Ce sont ces produits divers, des produits finis, qui caractérisent les exportations, contrairement aux marchandises en vrac qui sont importées. La valeur moyenne à la tonne des importations est de 861 F alors que dans la même période celle des exportations est de 3920 F.

Nantes - Saint-Nazaire occupe la 5^e place, au niveau hexagonal, uniquement en raison de son trafic de vrac dont 81% concerne les hydrocarbures. Le trafic de marchandises diverses (5% seulement) est resté le même depuis 1973. Et en, considérant cette activité le port se situe au niveau des ports secondaires:

— 8^e place aux entrées avec 700.000 T,

— 10^e place aux sorties avec 300.000 F.

De plus une seule entreprise, produisant du fer blanc à Nantes, exporte la moitié des tonnages de sortie.

Les raisons du recul commercial

L'effort de modernisation de la flotte française, entrepris depuis près de 20 ans, a été accompagné par un très grand effort d'équipement consacré pour l'essentiel aux plus grands ports: Marseille-Fos, Le Havre, Dunkerque. Cette concentration des investissements portuaires s'est faite aux dépens des ports moyens. C'est la conséquence d'un choix politique fondamental et non le fait du hasard, ni d'une soit-disant vocation naturelle. Ces grands ports, bien équipés et bien desservis, ont également fortement concentré les trafics, notamment les trafics riches, et les plus créateurs de richesses.

Le recul commercial du port autonome, par manque de réseau commercial et aussi par manque d'infrastructures permettant le trafic des marchandises diverses, a pour conséquence la suppression d'emplois industriels et commerciaux.

Une certaine désaffection des milieux économiques régionaux aurait également concouru au recul commercial, comme le fait remarquer très justement l'étude de l'OREAM, mais sans préciser outre mesure sa pensée. C'est le manque de perspectives et de dynamisme de ce qui reste de la bourgeoisie affairiste et industrielle nantaise qui est mise en évidence par cette phrase. Cette bourgeoisie en partie dépossédée ne joue plus qu'un rôle de second plan et d'écran au service des monopoles et des puissances financières. La main-mise du grand capital dans les industries agro-alimentaires, les industries métallur-

Le maire de Nantes doit-il porter un chapeau rond?

Quand on n'enseigne pas à un peuple son histoire et la géographie de son pays, son sentiment d'appartenance s'accroche à des éléments généralement très «réducteurs». Et ce qui est vrai pour ce peuple est vrai pour ceux qui en parlent, s'ils sont tenus dans la même ignorance.

La Bretagne se «définit» ainsi, pour beaucoup, par l'usage de la langue bretonne, ou par les clochers à jours, ou par la coiffe bigoudène.

Alain Chénard, leur maire, préférant la casquette au chapeau rond, les Nantais ne peuvent pas être de vrais Bretons. Les toits de tuile disqualifient le pays de Retz. Et l'argumentation va rarement au-delà.

L'ignorance n'est cependant pas seule en cause. D'aucuns atteignent des sommets d'hypocrisie en reconnaissant la bretonnité de la Presqu'île guérandaise, et en contestant celle des Pays de la Mée..., dans des articles de presse où ils vantent la diversité harmonieuse des «Pays de Loire»!

Un journal du soir réputé sérieux n'a pas craint de publier leurs propos dans un «dossier» récent sur cette prétendue région. Il est vrai que la vérité historique ne s'imprime pas au même tarif que les «dossiers régionaux» du «Monde».



Le port de Nantes

giques, les constructions navales ont conduit au démantèlement d'un tissu industriel de la Basse-Loire, par des concentrations et de très nombreuses fermetures d'usines et suppressions d'emplois.

L'économie régionale pénalisée

C'est la conséquence essentielle de la sous-utilisation du port. Et le port est sous-utilisé car il ne dispose pas des équipements nécessaires pour traiter le trafic conteneur (soit la quasi-totalité des marchandises diverses). Un port équipé permettrait un trafic conteneurisé de 260.000 à 600.000 tonnes et des possibilités de créations de lignes régulières.

Le Havre, par exemple, a multiplié ses équipements par 8 depuis 1969 pour faire face au développement rapide de ce mode de transport.

La zone pouvant intéresser le port de Nantes - Saint-Nazaire est importante et comprendrait selon l'OREAM une partie de la Bretagne, du Centre, du Poitou-Charentes et la presque totalité des Pays de Loire. L'OREAM indique qu'il est convenu d'appeler ce secteur le Centre-Ouest!

Ceci confirme que la bourgeoisie nantaise, non sans une certaine dose d'utopie, souhaite que Nantes - Saint-Nazaire devienne la grande métropole de l'Ouest. La région des Pays de Loire est trop irréaliste, trop restrictive, il faut un nouveau gadget plus élastique. La carte illustrant ce passage est toutefois plus réaliste: l'arrière-pays propre du port comprend les départements bretons et des Pays de Loire et «l'arrière-pays partagé» une zone allant de Bordeaux au Centre, jusqu'à Paris.

Mais la région des Pays de Loire n'utilise pas son port!

Conséquences: manque de recettes pour le port lui-même, absence de développement de l'emploi dans le port, et aussi le fait que les entreprises exportant sont pénalisées par le surcoût du transport terrestre.

La différence entre les coûts de transport par voie terrestre et voie maritime est grande: le rapport est de 1 à 10. D'où les conséquences directes

sur l'emploi et sur les perspectives de développement. Nantes et ses environs immédiats reçoivent 80.000 tonnes/an de marchandises diverses en conteneurs de Rouen et du Havre.

Le développement du port: une nécessité vitale

Le trafic commercial est menacé à court terme. Il faut résoudre ce problème. L'étude de l'OREAM propose donc un objectif réaliste pour le port, c'est-à-dire:

- un rôle régional et non une dimension internationale comme celle de Rouen, le Havre, Dunkerque, Marseille. Il ne s'agit pas pour les économistes locaux de menacer les intérêts des grands ports!

- un effort en faveur des marchandises diverses, des moyens d'équipements nécessaires et commerciaux. Depuis 1974, les sorties en marchandises diverses progressent 12 fois plus vite que la production industrielle alors que les entrées en vrac diminuent (-6,9%).

Les solutions proposées

L'OREAM préconise une volonté commerciale régionale pour faire connaître et utiliser les moyens de desserte et trois lignes d'actions:

- 1) organiser des escales régulières et cela est possible dès maintenant sur 8 lignes,

- 2) aménager le rabattement des marchandises par la création de centre de regroupement,

- 3) intéresser les PME aux transports pour augmenter la puissance d'exportation des entreprises de la région.

Des risques mesurés...

Compte-tenu de l'ampleur du handicap économique évoqué, le risque pris pour les investissements est faible. D'autre part, l'équipement commercial développerait le trafic français plutôt que de concurrencer les autres ports. Et

si une faible part du trafic des autres ports était captée, la flotte française ne serait pas pénalisée. En effet, en prenant l'exemple des navires porte-conteneurs:

- sur les 75 départs mensuels réguliers de Marseille, 18 seulement sont français,

- sur les 28 départs mensuels réguliers du Havre en direction des USA, 2 seulement sont français.

Etape d'un découpage, ou la bourgeoisie nantaise joue et perd

La Seconde République avait en 1848 un «commissaire» dont la compétence s'étendait sur les cinq départements bretons: le syndicaliste nantais Michel Rocher. Ce fut sans doute la dernière version administrative de la Bretagne «entière» avant la charte prétendue culturelle.

Napoléon III et l'Eglise catholique mirent sur pied en 1858 un archevêché de Bretagne qui laissait le diocèse de Nantes dans la mouvance de celui de Tours.

Les Chambres de Commerce créèrent en 1921-22 des régions économiques où la Loire-Inférieure et le Morbihan étaient séparés des autres départements bretons et intégrés dans une circonscription qui ressemblait assez, par ailleurs, aux actuels «Pays de Loire».

Les «Provinces» du régime de Pétain virent le Morbihan reprendre sa place dans la «Bretagne» tandis que la Loire-Inférieure restait à l'écart, sous la houlette du préfet régional d'Angers, remplacé à la Libération par un «commissaire de la République» nommé... Michel Debré.

... et un risque certain

Vu de cette manière, les choses se présentent bien. Mais, comme l'indique la conclusion de l'OREAM: il faut obtenir de l'état, son accord, et son aide pour les équipements commerciaux. Et le cercle est bouclé. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on voit mal comment inverser ce que l'on appelle pudiquement la désaffection des milieux économiques régionaux.

On voit mal aussi comment faire admettre un important développement créateur de richesses et d'emplois à travers le développement du port autonome de Nantes - Saint-Nazaire sans être soupçonné de vouloir concurrencer les grands ports français, et à travers eux tout le processus des concentrations capitalistes. Ce serait changer radicalement la politique de l'état en la matière. Et cette politique au service des monopoles va dans un tout autre sens. C'est la cause directe de la situation médiocre dans laquelle se trouve le port-autonome. L'étude de l'OREAM le démontre également!

Martial Catherine

(1) OREAM: Organisation Régionale d'Etudes d'Aménagement des Pays de Loire. Etude datée de juin 79.

Des bons et des mauvais contestataires

Il y a déjà deux mois, mais ça me reste encore en travers du gosier. Fin août, seul sujet d'actualité, le retour des vacanciers. Sur Paris, bien sûr, demandez plutôt à l'inénarrable Bison Borné, dont les bureaux d'information dispersés sur les routes étaient bien incapables de vous guider sur une autre destination. Et France-Inter et les autres moyens d'information de tout lâcher, comme d'habitude pour le «radio guidage» desdits vacanciers. Avec cette fois un petit quelque chose en plus: une opération SOS/pas moins s'il vous plaît, pour le dépannage de ces pauvres touristes en détresse à bord des ferries devant les ports bloqués par la colère des pêcheurs. Des pêcheurs dont on aurait dit que l'hexagone découvrait l'existence. L'existence, mais pas pour autant les problèmes. France-Inter n'a monté nulle opération SOS pour une profession en train de crever et n'a guère parlé que du prix du carburant, autrement dit de la revendication que les autres citoyens, qui paient fort cher leur essence ou le fuel, étaient sans doute le moins disposés à comprendre. Diviser pour régner. Dresser les citoyens contre une catégorie dont le pouvoir a décrété la disposition prochaine, en accord avec les trusts qui dictent la loi du marché commun, la loi de la jungle et de l'élimination des plus faibles. Une catégorie à qui le pouvoir n'hésite pas à envoyer des canonnières pour seuls interlocuteurs, en manipulant l'information pour obtenir à ce sujet l'approbation des autres citoyens.

Et s'il y avait un citoyen tout disposé à approuver les canonnières, c'était bien Alexis Gourvennec, patron de la BAI, qui n'a pas supporté que ses ferries à lui aussi, soient bloqués à Roscoff ou Saint-Malo. Avec comme d'habitude, un arrière sentiment un peu nationaliste. Quoi, des pêcheurs bretons lui faire ça à lui patron breton? Mais pendant ce temps là, que faisait Alexis Gourvennec? Il allait barrer non les ports mais les routes, avec d'autres producteurs de porcs, et pas les plus petits. Mais ça, ce n'était pas une entrave intolérable à la libre circulation, contrairement au barrage des ports. La preuve, c'est que le préfet le «comprendait». Que les services de l'équipement mettaient gentiment en place des déviations autour des tonnes à lisier non gardés, qu'on s'est bien gardé de toucher. Que nul CRS n'a montré sur les routes son vilain museau et que France Inter n'a pas monté de SOS pour barrages routiers, mais a simplement signalé, banalement les axes impraticables vite fait, entre le tunnel de Fourvières et Saint André de Cubzac. Et la preuve suprême c'est que Gourvennec lui-même a menacé de casser la gueule au journaliste d'Ouest-France qui s'est permis une allusion aux tonnes à lisier de la RN 12 à propos du barrage du port de Roscoff. Faut quand même pas confondre! Gourvennec ne confond pas, et le pouvoir non plus.

Deux poids, deux mesures. Les paysans, on ménage ou on fait semblant. Prochaines élections obligent. Quant aux pêcheurs, pensez donc, vingt cinq mille dans l'hexagone, dont une bonne moitié de bretons, ça ne compte pas, sa majesté a baissé le pouce, faites crever. Politique suicidaire pourtant. L'apport de la pêche à une économie ne se limite pas à fournir le marché du poisson. Elle ne se limite pas non plus aux nombreuses activités dérivées. La

vraie richesse, ce sont les hommes. Et une pêche traditionnelle bien implantée et bien vivante est la seule source sûre d'hommes vraiment compétents pour les métiers de la mer, qu'il s'agisse de marine marchande, de pétrole offshore, ou demain d'extraction de nodules métalliques ou d'aquaculture. La propagande triomphaliste des dirigeants du CNEXO ne tiendra pas éternellement lieu de succès. Mais le pouvoir d'aujourd'hui n'a plus de perspectives d'avenir et ne connaît que l'arithmétique électorale et la propagande de même métal.

La propagande électorale, d'ailleurs on va la chercher partout où on la trouve, y compris en Pologne. Ah, ces merveilleux grévistes. Jamais tant de ministres n'ont manifesté tant de sollicitude pour la classe ouvrière. La classe ouvrière polonaise, bien entendu. Quelle chose merveilleuse que la création de syndicats hostiles au pouvoir. Au pouvoir polonais évidemment. Sont-ils d'ailleurs aussi hostiles au pouvoir qu'on a bien voulu nous le faire croire? C'est qu'on a cherché à nous en faire croire des choses. Ainsi quand je ne sais plus quel journaliste à la botte nous a annoncé qu'un des succès des grévistes polonais était d'avoir obtenu un congé de maternité. En oubliant de dire un congé de trois ans; avant le congé n'était «que» de deux ans! En plus de ce qu'on a voulu nous faire croire, on a tout de même vu de drôles de choses. Comme un évêque prendre position, à la télévision sur la poursuite de la grève. Chez nous, ils n'oseraient pas. Et vous parliez, messieurs d'église du silence! Et l'on a vu aussi Gierek faire publiquement son autocritique.

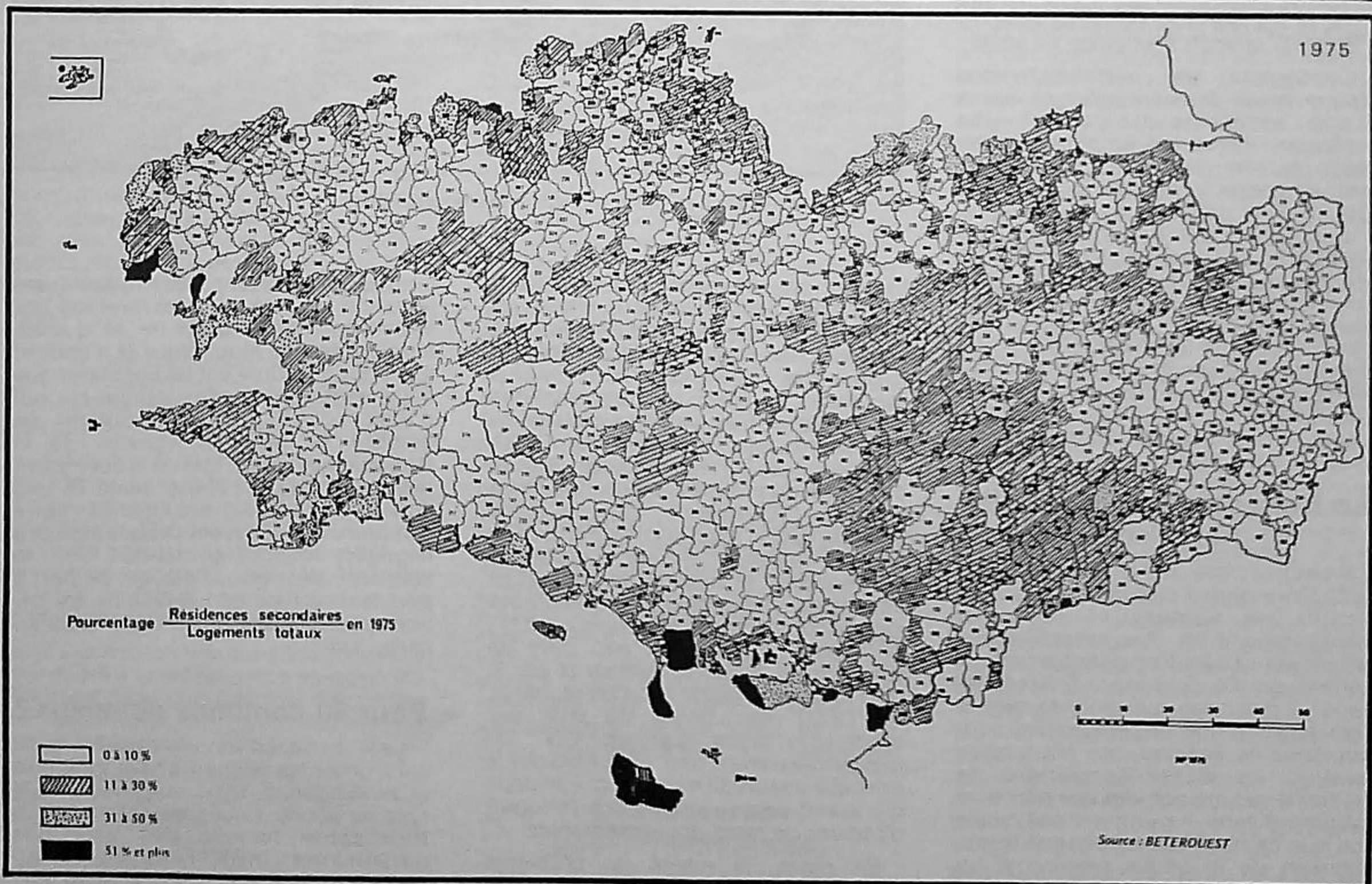
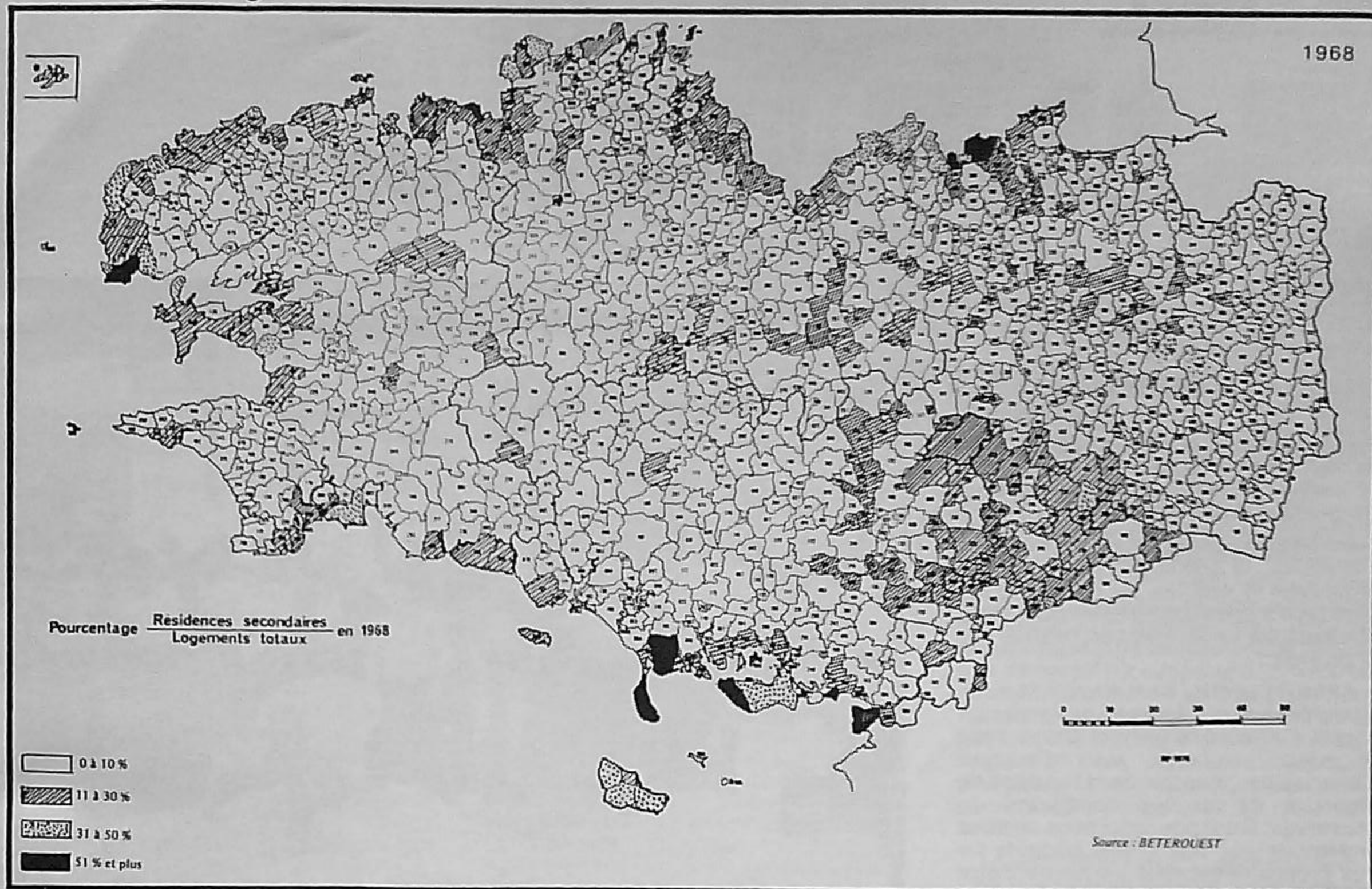
Imaginez ça chez nous.

France-Inter encore, samedi 10 septembre. L'après-midi, l'ANPP. Un jeu de mots odieux sur le chômage: «avance, n'aie pas peur». C'est-à-dire n'aie pas peur de foutre le camp ailleurs si tu n'as plus de boulot chez toi. Un cas, un cas individuel par semaine d'un chômeur sur plus d'un million que l'on aide ou orchestrant le tam tam sur la chose à trouver un boulot à condition qu'il foute le camp. Odieuse façon de populariser la «mobilité de la main d'œuvre» chère à nos gouvernants et de dédramatiser par de la pommade radiophonique les traumatismes qu'elle provoque. Le même jour en fin de matinée, reportage sociologique en profondeur sur les difficultés de la vie en Pologne. Comme c'est dur là bas! Difficultés de logement, queues dans les magasins, augmentation du coût de la vie, mais oui, c'est bien simple, pour s'en sortir, il faut faire jouer la combine et le piston. Pas ici, bien sûr qu'on verrait ça. Et là-bas, tenez-vous bien les gens rendent le gouvernement responsable de leurs difficultés. Ici, ce n'est pas possible, puisque le premier ministre est le meilleur économiste de France. Le meilleur spécialiste de la lutte contre l'inflation, à laquelle il ne connaît qu'une cause: l'augmentation des salaires. Jamais bien sûr la politique commerciale des entreprises n'a été inflationniste, la preuve c'est qu'on a libéré les prix, jamais non plus la spéculation boursière ou foncière, ni la fièvre de l'or. Alors, Barre, alors Giscard, cette autocritique à la Gierek, ça vient?

J.L.F.



Un pays secondaire...



Les cartes ci-dessus montrent, pour 1968 et 1975, la répartition communale des résidences secondaires selon le pourcentage par rapport à l'ensemble des logements pour 4 des 5 départements bretons.

MARRE D'AVOIR RAISON !

Echec. Déception, découragement, écœurement, amertume. Et ne faudrait-il pas arrêter à ces mots là l'analyse du conflit de la pêche ?

Déception de n'avoir rien obtenu, ou si peu...

Ecœurement devant un niveau de répression rarement atteint, qui a vu le gouvernement donner la troupe, casser les gueules et les bateaux.

Amertume parce que hors de la profession, la solidarité ne s'est guère organisée et que les pêcheurs ont dû faire face à une incompréhension, voire une hostilité savamment orchestrée par le pouvoir.

Alors, la pêche, c'est foutu ? Minute. Notre propos n'est pas ici de relater un conflit d'ailleurs largement couvert par la presse régionale, mais d'essayer d'aller un peu plus loin dans l'analyse de façon à cerner les conditions du sauvetage. C'est pourquoi nous ne nous arrêterons pas aux bilans négatifs ou aux propos désabusés : ne peuvent être désabusés que ceux qui croyaient que dans la société libérale de M. Giscard d'Estaing, chacun a sa place au soleil.

Concernant les pêcheurs, nous disons, nous, depuis longtemps que la droite assassine froidement une profession (avec ses emplois induits) parce qu'elle ne cadre pas avec la restructuration capitaliste qui dicte la totalité de la politique communautaire. A quelques variantes près, la presse, les politiques, reprennent aujourd'hui ces propos. Mais un peu tard. Alors, qu'on nous écoute tout de suite quand nous disons qu'à cela, la pêche ajoute aux yeux du pouvoir le handicap d'être une activité essentiellement bretonne, c'est-à-dire d'un pays que l'on est en haut lieu condamné à n'être qu'une terre d'accueil pour activités improductives.

La Bretagne dans un conflit hexagonal

Il peut sembler paradoxal de relever cette dimension bretonne à propos d'un conflit né ailleurs et dont les manifestations les plus spectaculaires ont eu pour cadre Fos et Antifer et non Lorient ou Le Guilvinec. Entendons-nous : il n'est pas question de nier le caractère essentiel de cette activité pour Boulogne ou Fécamp, son importance relative en Basse-Normandie, la légitimité des inquiétudes des pêcheurs méditerranéens. Il n'en reste pas moins vrai que ce n'est qu'en Bretagne que le maintien de la pêche représente un objectif vital pour l'économie régionale : il y a en Bretagne un pêcheur pour 260 habitants. D'ailleurs, si les pêcheurs



Le sort que les pêcheurs ont réservé aux importations.

bretons ont été parmi les derniers à entrer dans l'action, partout ailleurs on attendait leur décision tant il est vrai que sans eux rien ne paraissait possible ; et lorsque des côtiers ont recommencé à reprendre la mer, les organisations syndicales ont dû modifier considérablement leur stratégie, la CFDT renonçant à la revendication sur le carburant au profit de la demande d'une aide de 150 millions. Qui de Louis Coppin (CFDT) qui avait senti que le pouvoir ne plierait pas sur le problème du carburant et dont la centrale allait désormais rechercher des avantages locaux ou de Yves L'Helgoualc'h (CGT) qui pense qu'avec un peu plus de cohésion et de persévérance la partie était jouable, a raison ? Sur les résultats, les CFDT de Lorient ne sont pas bredouillés alors que les CGT de Concarneau n'ont rien, eux ; mais sur le principe, il faudrait mesurer ce « un peu » qui aurait permis aux marins (à tous !) d'obtenir un recul gouvernemental.

En outre, la réalité du problème breton apparaît aussi dans le fait que si les pêcheurs sont entrés dans le conflit par solidarité, (les pêcheurs boulonnais

peuvent et doivent faire valoir une situation de lock-out ; les bretons ont effectivement fait grève — et quelles auraient été les réactions s'ils n'avaient pas bougé ?) force est de constater que cette vertu joue à sens unique car nul n'avait bougé pour les soutenir en octobre 79 dans la « guerre de la langoustine », en 78 lors de la dure grève des Lorientais, en février-mars 75 lors d'une crise qui préfigurait celle d'aujourd'hui. Ce n'est pas un aspect à négliger ; même si, cette fois, la solidarité s'est trouvée étayée, de port à port et d'un type de pêche à l'autre par une revendication commune : l'aide au carburant.

Pour 40 centimes de mieux ?

Les problèmes auxquels sont confrontés les pêcheurs sont multiples et hétérogènes. Mais quel que soit le type de pêche, tous sont victimes de la formidable hausse des prix des carburants, non répercutés au débarquement. Avec cette aide au gaz-oil apparaît donc un objectif qui peut rassembler toute la profession. Non

*La réponse de Giscard
et de Barre à la
revendication : la répression.*



Le Peuple Breton/Y. Quenehervé

sans ambiguïté d'ailleurs puisque, à partir de là, les armateurs peuvent laisser entendre qu'ils sont aux côtés des marins. C'est ainsi que l'armateur concarnois Delhommes se permet des propos du genre: «En tant que chef d'entreprise, il n'est jamais intéressant de faire face à une grève, mais aujourd'hui, en tant qu'armateurs, nous comprenons parfaitement la réaction des marins»; il est vrai que, dès le lendemain, il rectifiera le tir: «Nous comprenons parfaitement le ras-le-bol des marins (...) mais, quant à nous, armateurs, nous ne préconiserons jamais la solution de la grève». Il y a comme une nuance, qui était indispensable puisque les armateurs (qui voulaient se faire passer pour des victimes) sont en réalité à l'origine du conflit: sommés par une circulaire de Le Theule d'équilibrer les résultats d'exploitation pour bénéficier des subventions, les armateurs envisagent de rogner sur les dépenses d'équipage par des licenciements, des prélèvements de 13% sur les salaires pour limiter les effets des hausses de gaz oil.

Pourquoi en est-on là?

— la surexploitation des ressources, par un investissement capitaliste inconsidéré, a conduit à la raréfaction des stocks, à la stagnation des prises.

— les prix à la production n'ont pas augmenté en rapport avec les coûts d'exploitation et les importations pèsent à la baisse. D'autre part, les structures de vente ponctionnent la production, et le consommateur paie le poisson comme si les augmentations étaient répercutées à la production.

— l'extension des eaux territoriales à 200 milles a limité les secteurs de pêche et il n'est donc plus possible d'accroître sa production en prospectant de nouvelles zones.

— le coût du pétrole a pris une part de plus en plus importante dans les charges d'exploitation.

En réalité, Le Theule a raison lorsqu'il affirme qu'«augmenter la subvention (sur les carburants) ne résoudrait pas les problèmes de fond». Il n'empêche

qu'une telle mesure aurait permis de tenir le coup en attendant d'autres plus sérieuses — qui ne pourraient venir, il est vrai, du pouvoir actuel. Et qu'elle était extrêmement dangereuse pour le pouvoir parce qu'elle ouvrait une brèche vers une remise en cause globale du système pêche. La raison profonde de la grève des pêcheurs, c'était le désespoir devant les situations de faillite, devant la chute générale qu'on sent venir — et ça peut aller vite: les exemples existent à La Rochelle, Camaret, Douarnenez. Allez discuter de cela avec un ministre dont la mission est précisément de liquider! En refusant l'aide au carburant J. Le Theule fait bien plus que de refuser 40 centimes par litre: il ferme la porte à toute discussion sur le fond, il tente de renvoyer la profession à ses divisions internes. C'est qu'il appartient à un gouvernement qui accorde plus d'importance à l'immobilisation provisoire d'un pétrolier qu'à la disparition d'une catégorie entière de travailleurs, qui «ignore» les super-bénéfices des compagnies pétrolières et affirme que l'aide aux pêcheurs serait assumée par la collectivité nationale, qui ne veut pas se mettre en faute vis-à-vis des règles européennes de la concurrence mais ne remarque probablement pas que dans le même temps le gouvernement britannique accorde à ses pêcheurs une aide de 145 millions qui, sous appellation non contrôlée, ira au carburant!

Les prétextes du ministre ne tiennent pas et si le mouvement des pêcheurs est animé par des raisons bien plus profondes que la revendication exprimée, le refus de cette revendication cache lui aussi des intentions bien plus graves. D'où sa volonté de voir négocier port par port et armement par armement. D'où des mesures qui seront aussi efficaces qu'un cataplasme sur une jambe de bois.

Les mesures gouvernementales

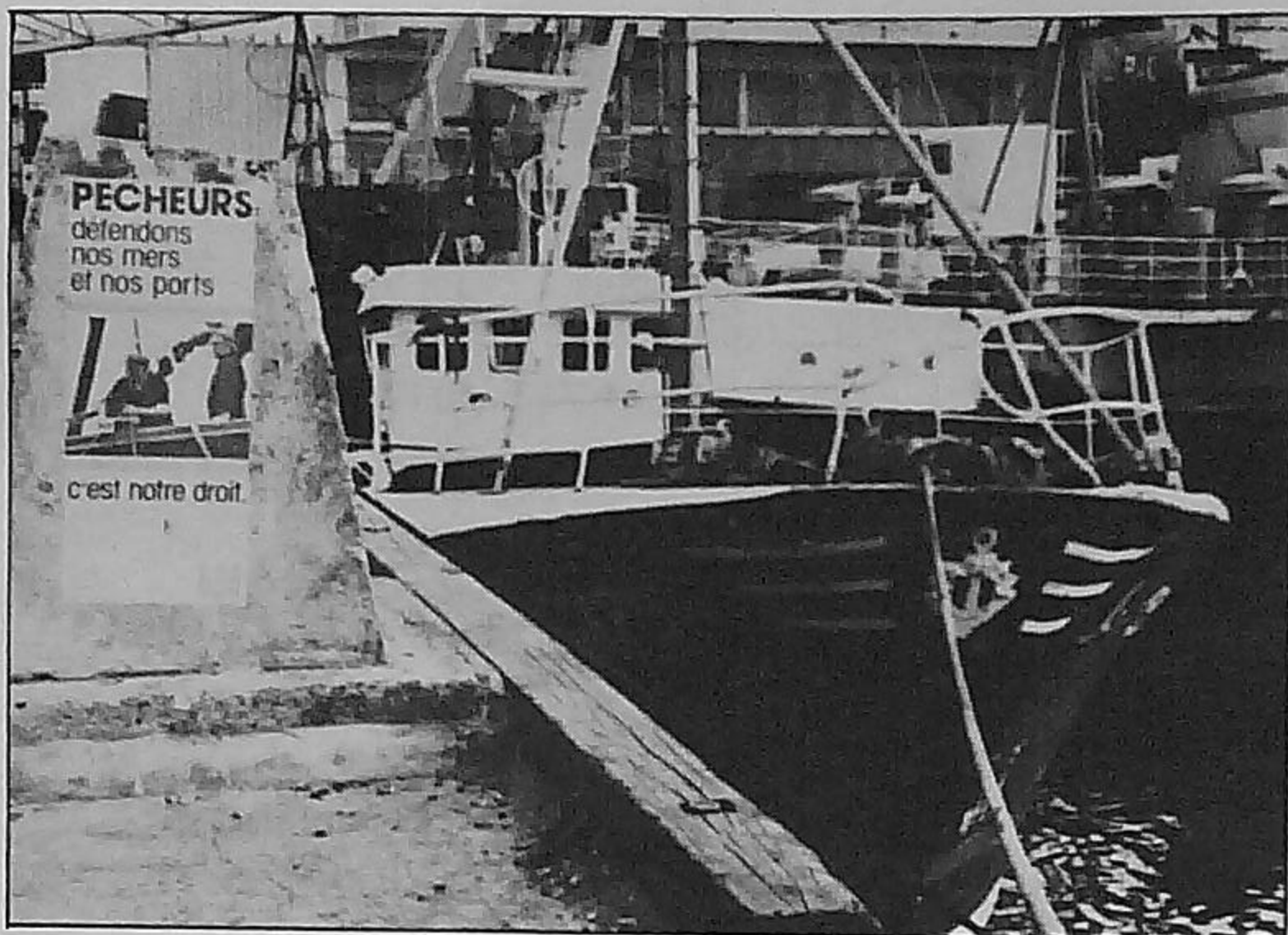
Nous n'entrerons pas ici dans les détails: elles datent du 26 août et ont été publiées par la presse. Relevons

simplement qu'elles visent à la division (s'adressant essentiellement à la pêche artisanale), ne coûtent pas cher au gouvernement (le relèvement de 15% du prix de retrait est supporté à 55% par les producteurs) ou ne sont pas chiffrées (aide à la modernisation); qu'elles se doublent de vagues promesses (mise à l'étude et non création de comités d'hygiène et de sécurité, création de commissions régionales au rôle très limité).

En face de ces petits aménagements, il est bon de rappeler que la commission de Bruxelles est défavorable à la détaxation du gaz-oil, à une hausse des prix des marchés; qu'elle est par contre favorable à des aides provisoires de modernisation ou de reconversion, pour donner aux pêcheurs de la CEE la possibilité de s'adapter aux nouvelles normes du marché: ceci rend inévitable désarmements et pertes d'emplois.

Les mesures envisagées par la CEE, reconnues comme très modestes, portent sur la révision de l'organisation commune des marchés, les prix de retrait, les taxes à l'importation, un système de stockage. Pas un mot sur les pêches artisanales et côtières: dans le système capitaliste, on s'intéresse uniquement au marché potentiel et à sa rentabilité.

Nous voyons à travers ces éléments de comparaison que le gouvernement ne subit pas les décisions de Bruxelles mais que celles-ci sont conformes à ses vœux et à ceux des armateurs. Il y a même en quelque sorte partage des tâches dans la mesure où le gouvernement accompagne l'agonie de la petite pêche en administrant de temps à autre quelque calmant pendant qu'à Bruxelles, on restructure en grand. Le ministre des transports, afin de montrer qu'il se préoccupe fort du sort des pêcheurs, multiplie d'ailleurs actuellement les interventions auprès de M. Gundelach pour que tout cela se passe dans les délais prévus. D'inutiles interventions puisque l'on sait que les autres ministres ne sont d'accord sur rien et que la Grande-Bretagne freine des deux pieds.



Un problème d'institutions

L'absence de véritable politique de pêche de la part du gouvernement atteint aujourd'hui un stade chronique et parfaitement conscient: on laisse détruire les frayères des eaux littorales, et on subventionne les gros navires brûlant 10000 l de carburant par jour de mer (puis on les vend quand le taux de rentabilité baisse).

On pense bien sûr pour faire face à cela à un ministère de la mer. A l'UDB, sans la repousser, nous n'avons pas mis cette solution en avant car tout dépend du rôle qui lui est attribué. Le remède peut s'avérer pire que le mal: il y a bien dans le gouvernement du Dr Barre un ministre de la santé qui démantèle la Sécurité Sociale, un ministre de l'éducation qui livre l'école au capital, un ministre de l'industrie qui restructure... On sait que c'est un des thèmes électoraux du RPR. A ce sujet Chirac promettait avant les législatives un **grand** ministère de la mer. Avant les présidentielles, il serait bon de demander au RPR la liste des **petits** ministères prévus; on attend une réponse, ça fera sûrement plaisir à certaines catégories de citoyens...

«Nous voulons faire comprendre au gouvernement français et à la communauté européenne que le maintien d'une forte industrie des pêches en Bretagne appelle de leur part une prise de conscience et une volonté politique. Les pouvoirs publics doivent savoir que ce secteur est d'ores et déjà menacé de mort». Ce n'est pas de nous, c'est de Guermeur. Ce qui est de nous, c'est ceci: «Toute l'interprofession attendait une réponse politique... Elles est venue sous forme de mesures conjoncturelles qui n'apportent aucune solution à moyen terme»; mais ça date de 1975, en ce temps là Chirac était premier ministre, il n'y avait pas encore de ministère de la mer et les mêmes causes produisaient les mêmes effets.

Soyons justes, le RPR n'est pas seul à faire étalage de ses incohérences.

Pendant une grève, tout le monde cause dans le poste et dans l'intervalle, on oublie. Dommage, il y a pourtant des formules «très heureuses» comme le «Grenelle de la pêche» de Michel Rocard; trouver de belles formules, c'est le boulot d'un candidat à la candidature aux présidentielles; seulement, on ne résoud pas les problèmes avec de belles formules et force est de constater que le PS n'a pas de politique d'ensemble de la pêche, se limitant à des interventions ponctuelles: tout se fait au coup par coup: y-a-t'il besoin de cette commission d'enquête que demande J.Y. Le Drian? Les problèmes sont déjà connus et recensés. Par ailleurs, il est toujours regrettable d'entendre dire (dans quel but?) des phrases du genre «la pêche est moins bien partagée que l'agriculture»; le breton aura-t-il le courage d'aller dire aux agriculteurs bretons qu'ils sont des petits vernis? On perçoit un peu le même opportunisme chez Le Pen: «on ne subventionne pas l'agriculture pour les rateaux et les arrosoirs».

Quant au PCF, il a préconisé comme première mesure pour résoudre le problème des pêches le retrait des forces de police de Boulogne. Plus sérieusement (parce que le PCF a tout de même une politique des pêches...) il a été constamment présent dans la lutte mais avec des mots d'ordre immédiats et limités et une tendance à focaliser sur le problème boulonnais. Et puis, bien vite, le combat Manufrance a relayé le combat pêcheurs.

Signalons tout de même que les trois partis de l'ex-programme commun se sont retrouvés pour demander une convocation extraordinaire du Parlement. Ceci aurait donné certainement une résonance supplémentaire au conflit. Mais à part cela, nous ne croyons pas à l'efficacité de telles initiatives; le Parlement se serait retrouvé avec cette majorité qui vote systématiquement (RPR compris) le budget de la Marine marchande; qu'en attendre?»

Et puis il y a des choix, budgétaires

*Avec l'U.D.B. pour
une véritable politique
de la mer et de la
pêche, et la défense
des droits légitimes
des pêcheurs,*

précisément. Où prendre l'argent pour développer les activités maritimes quand les 4 grands partis sont tous favorables à un accroissement de la force de frappe?

Alors, maintenant que l'effervescence est retombée, que faire? Il n'est pas question de baisser les bras. D'abord, les candidats aux présidentielles ne pourront pas cette fois faire l'impasse sur ces questions, s'en tirer à coup de promesses molles. Giscard pas plus que les autres. La grève aura au moins servi à cela, mais ils n'iront pas au fond parce que à Paris, on oublie vite, les ports sont trop loin. Il se trouvera toujours à l'état-major des partis quelqu'un pour dire qu'il y a plus important que cela.

Parce que, pour donner à la mer toute son importance, il n'y a qu'en Bretagne qu'on peut le faire. C'est pourquoi nous ne mettons pas en avant la revendication d'un ministère de la mer mais la création d'une commission de coordination des problèmes maritimes et du littoral, au sein d'une assemblée bretonne, avec transfert des ressources de l'état à la région. Le débat sur les structures politiques propres à développer les activités maritimes reste ouvert; mais paradoxalement, par le mépris et les déclarations démagogiques qu'il a suscitées, un conflit normand l'aura orienté un peu plus en Bretagne vers l'autonomie socialiste tant se manifeste à l'évidence le besoin d'un système apte à saisir le problème à bras le corps.

Echec? Déception? Amertume?

Non. Ce qui s'est passé en août 80, on en reparlera. Les marins-pêcheurs ont forcé la population à prendre en considération leur existence et cela, c'est nouveau, c'est un acquis à conserver, il s'avérera bien plus important qu'il n'y paraît actuellement. Les mensonges gouvernementaux sur les salaires, sur les conditions de travail n'ont pas tenu à l'analyse; les mœurs libérales en ont pris un bon coup par marine de guerre interposée. Non, ce n'est pas une grève pour rien, non le gouvernement n'en sort pas grandi; et cela, c'est un motif d'espoir.

P. Guéguénat.

QU'ALLAIT-IL FAIRE DANS CETTE GALÈRE ?

La dernière réunion du Conseil Régional a remis en vedette un événement politique que la période estivale avait quelque peu estompé: la visite des notables bretons à l'Elysée. Cette démarche soumise, à laquelle la droite bretonne nous a habitués, serait en effet tombée dans l'oubli si le troupeau des valets du régime n'avait été accompagné d'un membre éminent du PS en Bretagne: Charles Josselin, président du Conseil Général des Côtes-du-Nord.

Disons qu'on se serait volontiers contenté de classer l'incident parmi les mille et un faits qui éloignent petit à petit le P.S. de l'union de la gauche, si Charles Josselin n'avait éprouvé le besoin de se justifier dans un éditorial de «Combat» l'hebdomadaire de la Fédération Socialiste des Côtes-du-Nord.

Quelle mouche l'a donc piqué? Et bien il nous explique froidement qu'il y est allé «sans illusions et sans regrets» (sic). Autrement dit, il savait à l'avance que cette démarche ne pouvait pas être suivie d'effet en raison de la nature du pouvoir, de la gravité de la situation économique et des exemples innombrables de promesses chaque fois renouvelées et jamais tenues. «Sans illusions (écrit-il) surtout parce que les maux dont souffre la Bretagne sont

comme ailleurs mais plus gravement qu'ailleurs: le chômage, la dégradation du pouvoir d'achat des salariés, la baisse du revenu agricole, la disparition du petit commerce et de l'artisanat dans les zones rurales, bref, c'est le monde du travail qui souffre alors que le gouvernement, avec une constance effrayante, persiste dans la voie qu'il a choisie...».

Et pourtant, quelques lignes plus loin, il feint de croire qu'il n'était pas inutile de témoigner à nouveau des «difficultés propres aux Côtes du Nord...» et si malheureusement il apparaît dans quelques mois qu'il ne s'agissait que de promesses électorales destinées à calmer le ras-le-bol breton alors il faudrait utiliser ces promesses pour nourrir la colère légitime des Bretons.

On a beau s'attendre à tout à la veille des présidentielles, il faut quand même être passablement cynique et faire preuve d'un bel opportunisme pour affirmer qu'on ne croit pas aux promesses, mais qu'on ne regrette pas de faire encore semblant d'y croire... Car on ne va tout de même pas nous faire croire que Charles Josselin est assez naïf pour croire que la moindre de ces promesses puisse être tenue.

C'est ce même double langage du P.S. qui lui fait un jour défendre les

objecteurs de conscience, et le lendemain tresser des couronnes de laurier à nos braves militaires. L'UDB pour l'avoir dénoncé, s'est vue taxer d'infantilisme politique (cf. l'article sur les Tonnerres de Brest dans notre numéro d'Aout), alors que nous avons au contraire conscience de faire preuve de cohérence et de rigueur.

Pour nous, la démarche de Charles Josselin en quête de crédibilité en cette période préélectorale, est une démarche typiquement opportuniste qui contribue à gommer des années d'efforts, y compris ceux des militants du P.S., pour aboutir à cette union de la gauche qu'il faudra bien pourtant reconstruire.

Encore faudra-t-il être certain de parler le même langage, car la conclusion de son éditorial a de quoi laisser pantois: «notre département doit témoigner qu'il est effectivement à la pointe du Socialisme». Les premiers instants de stupeur passés, il faut entendre par «pointe du Socialisme» la propension des habitants des Côtes-du-Nord à voter pour le candidat du P.S. Si le Socialisme (avec un S majuscule) s'identifie avec l'Etat-PS, on risque d'avoir quelques difficultés à se comprendre.

Goulven Salaun.

Un syndicat de lutte dans l'enseignement privé : le SNPEP / CGT

LA CGT dans l'enseignement privé? Le fait a de quoi surprendre... Et quand on sait que la CFDT y est parfois assimilée au diable, quelle image devra-t-on invoquer pour qualifier la CGT? En tout cas, la CGT-Enseignement Privé existe — peu en Bretagne, il est vrai — et nous avons demandé à G. Carpien, qui est membre du bureau national du SNPEP-CGT de nous expliquer les buts et les actions de son syndicat.

Le 13 novembre, les enseignants bretons, venus en nombre à Paris pour exprimer leur mécontentement au Ministère et exiger satisfaction à leurs revendications, ont découvert l'existence du syndicat CGT de l'enseignement privé.

Les 14 et 15 juin, une délégation du SNPEP-CGT à la fête du «Peuple Breton» a suscité l'intérêt de très nombreux participants qui s'étonnaient et se félicitaient de

l'existence du syndicat CGT des personnels de l'enseignement privé.

Un syndicat jeune...

Le SNPEP, créé aux lendemains de 1968, est un syndicat jeune dont l'implantation est inégale selon les régions et selon les secteurs.

En effet, il regroupe les personnels enseignants et non enseignants des différents types d'enseignement privé: enseignement initial (sous-contrat et hors contrat), les centres de formation d'apprentis (C.F.A.) et les organisations de formation (formation professionnelle, écoles de langues).

Il est organisé régionalement sur Toulouse, Bordeaux, Paris, Aix-Marseille, Lyon, Grenoble. De nombreux camarades sont encore isolés dans les autres régions et tout particulièrement en Bretagne, où le SNPEP est quasiment inexistant.

... Pas encore implanté en Bretagne

A notre avis, il s'agit plus d'un héritage que d'un choix... Les travailleurs bretons progressistes de l'enseignement privé se sont retrouvés tout naturellement à la CFDT lors de la scission avec la CFTC, alors que notre syndicat n'existait pas encore.

Lors de sa création, la première difficulté du SNPEP a été de se faire connaître, reconnaître et admettre. Les organismes de l'enseignement catholique comme les médias se sont refusés longtemps à reconnaître la représentativité de notre syndicat alors que les autres organisations syndicales avaient droit de cité.

Chacun connaît les difficultés rencontrées pour s'organiser dans ce secteur. Et la CGT dans l'enseignement privé n'apparaît-elle



Le SNPEP dans la rue



pas comme une provocation pour un bon nombre de personnes méconnaissant nos positions? N'est-il pas plus simple de rejoindre un courant existant et largement représenté, la CFDT, qui, par ailleurs, est l'organisation qui se retrouve le plus souvent dans les luttes avec la CGT?

... Mais qui sait ce qu'il veut...

L'enseignement privé est une réalité et une réalité souvent très difficile à vivre pour beaucoup de ceux qui y travaillent:

- salaires parmi les plus bas
- précarité de l'emploi
- atteintes aux libertés syndicales, à la vie privée — au nom du « caractère propre » — qui permet par ailleurs, trop souvent, une exploitation digne du XIX^e siècle: bénévolat forcé, licenciements-démissions, pressions de toutes sortes.

«Le SNPEP-CGT a pour vocation de défendre, sur des positions de classe et de masse, les intérêts matériels et moraux — sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses — de tous les personnels de l'enseignement privé, conscients de la nécessité de s'organiser et de lutter pour améliorer leurs conditions de vie et de travail».

Le SNPEP a aussi un objectif à long terme: un système éducatif, national, renoué et démocratique.

Il ne s'agit pas seulement pour nous de proclamer «nationalisons l'enseignement privé» — Pour changer l'école, non sur le papier à entête d'un ministère, mais dans les faits, dans la vie concrète des enfants, des parents et des enseignants, il n'y a pas d'autre voie que la démocratie: faire participer réellement tous les intéressés à la vie scolaire, organiser le débat démocratique constant entre tous les courants de pensée et sur tous les sujets, y

compris la finalité et les moyens nécessaires de l'enseignement dans le pays et dans les régions.

La lutte dans l'enseignement privé ne peut pas faire l'économie de la démocratie. Il existe au sein de cet enseignement des forces progressistes susceptibles de grandir et d'agir pour les transformations démocratiques conformes aux exigences de notre temps et de nos régions.

Que disons-nous?

L'enseignement catholique sert d'arme politique au pouvoir en place; il est un moyen de pression, de division au moment des batailles électorales.

L'enseignement catholique a soutenu la réforme Haby (sélection précoce des jeunes pour satisfaire les besoins d'une économie en crise, redéploiement scolaire en prévision du redéploiement économique) et a servi de terrain de manœuvres à la mise en place des réformes gouvernementales dans le cadre de la restructuration du système éducatif. On lui fait jouer un rôle de concurrence avec l'enseignement public, s'appuyant sur la combativité historiquement moins organisée des personnels.

Alors que face aux attaques globales contre le contenu de l'enseignement et les conditions de travail, il s'établit de fait une convergence objective d'intérêts entre les maîtres du public et les maîtres du privé — même si cette réalité ne se traduit pas encore beaucoup au niveau de luttes communes (exception, toute fois, à Marseille où le SNPEP a mené des actions ponctuelles en commun avec les syndicats du public sur les rythmes scolaires).

D'autre part, les quelques mesures sociales promises aux maîtres dans le cadre de la loi Guerneur ne sont toujours pas appliquées trois ans plus tard, hormis les décrets parus (retraites et promotions) à

travers lesquels la CFTC et le SPELC ont découvert le vide démagogique des promesses électorales que nous avons dénoncé dès le début. La loi Guerneur, que nous avons condamné en son temps, votée à la veille des élections incertaines de 1978, n'a en fait, dans l'essentiel, servi qu'à renforcer l'autoritarisme patronal, à légaliser les atteintes à la liberté, les discriminations à l'embauche, l'arbitraire en direction des personnels. D'autre part, cette loi, en leur accordant des crédits supplémentaires, a fait des établissements privés le fer de lance de la réforme Haby.

Que faisons-nous?

La rentrée 1979 a vu dans l'enseignement privé la convergence de deux mécontentements:

— celui des maîtres les plus anciens, influencés par les syndicats CFTC et SPELC, qui ont été trompés par les promesses Guerneur de parité

— celui des jeunes maîtres qui ont vu leurs conditions de travail, les conditions d'exercice de la profession se dégrader comme leurs collègues du public, et leur préoccupation s'aggraver quant à leur emploi.

Le SNPEP, dès la rentrée, a été présent à toutes les rencontres intersyndicales. A chaque fois, il a rappelé avec insistance que sans la prise en mains par les maîtres de leurs revendications — dans l'action — on n'obtiendrait rien du ministère.

A la suite du 13 novembre, la CGT et la CFDT ont amené toutes les organisations syndicales à prendre position et à appeler à la grève du 21 mars. Cette grève nationale, si largement suivie, a été la révélation publique du profond malaise dans l'enseignement privé.

Les nombreux maîtres qui ont participé à cette action ne s'interrogent-ils pas aujourd'hui sur le silence et l'attentisme de leurs organisations syndicales?

Après cette grève, à chaque réunion intersyndicale, le SNPEP a relancé des propositions d'action... en vain... La porte du ministère s'étant entrouverte!

L'absence d'appel à la mobilisation des enseignants de la part des organisations syndicales les « plus représentatives » n'a-t-il pas encouragé le ministère à reporter à la rentrée les « conversations des salons ministériels », montrant ainsi la dérision et le mépris dans lequel il tient nos revendications?

Par ailleurs, nous dénonçons le consensus « silencieux et honteux » de toutes les organisations syndicales, lors de l'unique entrevue au Ministère, sur le problème des 21 h. Seul le SNPEP-CGT a proclamé bien haut cette revendication qui a mobilisé les maîtres toute l'année. C'est dans le silence le plus total (de la CFDT, CFTC, SPELC, CGC, FO), que le SNPEP s'est vu opposer une violente fin de non-réception sur cette question — le ministère rétorquant qu'il n'existait plus de problèmes!

Une journée d'action nationale de tous les maîtres, ce jour-là, aurait-elle rendu possible une telle trahison? Fort de l'expérience d'un syndicalisme de classe et de masse, le SNPEP-CGT est persuadé du contraire.

Que proposons-nous?

Jamais la revendication de la titularisation (c'est-à-dire, un statut national, de la fonction publique, adapté à la réalité de l'enseignement privé), élaborée et avancée par notre syndicat dès 1977, n'a été aussi urgente. Elle, seule, nous donnera la stabilité de l'emploi, une obligation de service non réévaluable en hausse chaque année et une réelle parité avec nos collègues du public en ce qui concerne la retraite (taux, montant), le déroulement de carrière et les avantages sociaux.

Pour les Personnels non enseignants, on ne peut se satisfaire des conventions collectives existantes, notoirement insuffisantes et souvent anciennes. En avril dernier, le SNPEP a adressé à la commission paritaire nationale des A.E.S. (personnels administratifs économiques et de service) un ensemble de propositions visant à l'amélioration des conditions de vie et de travail: diminution du temps de travail, augmentation de la durée des congés, revalorisation des salaires, extension des libertés, possibilités de congé sans solde pour convenances personnelles — avec le réemploi assuré —, diminution de la journée de travail pour les femmes enceintes... La négociation n'étant pas le souci premier de nos patrons, là encore les discussions sont repoussées à la rentrée! Et ce n'est pas la seule convention à revoir.

Audacieux, novateur et conquérant dans l'esprit du 40^e congrès de la CGT, le SNPEP, dont l'unique objectif est d'obtenir avec les personnels les meilleures conditions de vie et de travail auxquelles ils aspirent, appelle les travailleurs bretons de l'enseignement privé à réfléchir, puis à décider si le SNPEP n'a pas toute sa place à tenir sur l'échiquier de l'enseignement privé pour que le rapport de force bascule en faveur des personnels.

AU RAS DES PAQUERETTES



M.F./Le Peuple Breton

«Moi, la politique, j'en ai rien à foutre. Tout ce que je sais, c'est que depuis que la gauche est passée, les impôts locaux, ça y va. Dans les magasins, partout, jamais la vie n'a été aussi chère. Si ça continue à ce train-là, c'est pas la peine qu'ils se représentent aux prochaines élections, ils se casseront le nez».

A la question de savoir de quelle manière se débrouilleront les successeurs, plusieurs réponses évasives qu'on peut résumer par le définitif: «De toute façon, ça peut pas être pire».

Vous pourriez faire admettre à cet homme d'une quarantaine d'années, employé dans une petite entreprise, qu'il existe un lien entre ce qu'il constate quotidiennement autour de lui et les décisions prises par les princes qui affirment nous gouverner? Moi pas.

Le seul terrain d'entente possible avec mon interlocuteur, c'est le sien. Et le comble est qu'on ne peut lui reprocher de ne pas faire de politique. Il est en plein dedans puisqu'il se préoccupe de la vie de sa cité. Il a même une opinion qu'il livre volontiers à qui veut l'entendre.

Lui suggérer de rechercher une information autre que celle débitée chaque soir à vingt heures par sa boîte aux images, pourrait peut-être introduire en lui un doute quand à la qualité du produit audio-visuel dont il fait sa consommation principale. Ça n'aurait en aucun cas pour effet d'ébranler sa conviction de citoyen: «N'empêche que le jour où il faudra aller voter, ils pourront toujours courir après mon bulletin». C'est net et sans bavures.

«Ça leur sert à quoi de faire grève? Ils embêtent tout le monde!». Ce fleuron, on a pu le lire et l'entendre lors de la grève des marins-pêcheurs. Emanant des technocrates qui prétendent nous gouverner, il était, il est vrai, délivré sous une forme plus académique. En l'occurrence, l'auteur de cette remarque s'en prend à la notion même de grève. Sans lui laisser le temps de poursuivre: «Mais une grève qui ne gêne personne ne risque pas de faire avancer les revendications des travailleurs. On ne leur accorde aucune attention et puis...».

Dans la foulée: «Justement! Et ceux qui veulent pas se mettre en grève et qui sont obligés de suivre le mouvement pour pas avoir d'ennuis, vous y pensez? Le droit au travail, ça existe quand même, non?».

Surtout ne pas prononcer le mot «réactionnaire», cela risquerait de clore toute discussion, que mon vis-à-vis saisisse ou non la portée de cette insulte politique.

«Le jour où on cassera tout, le jour où on descendra dans la rue, aucun problème, j'y serai». Vingt-quatre ans, chômeuse, elle avoue ne se sentir concernée par aucun problème de société, par aucun conflit social, par aucune échéance électorale. Elle se fiche de tout, définitivement... jusqu'au fameux jour où elle pourra enfin déterrer les pavés de l'espoir.

Lui faire remarquer qu'un remake élargi de mai 68 ne peut avoir lieu sans une prise de conscience préalable des participants, que le grand bordel, s'il doit arriver aura pour artisans convaincus des gens ne trouvant aucune autre issue à leurs combats quotidiens, que la fête libératrice, si elle explose, ne pourra se contenter de réveils spontanés, lui dire que pour faire partie des mécontents il lui faut au moins une raison, ne provoque chez elle pas l'esquisse d'un réflexe.

Son ras-le-bol est comparable à celui d'un travailleur luttant sans lâcher prise, à un patron allergique au seul mot revendication. Mais s'il l'est dans son étendue, il l'est toutefois moins dans sa nature, et, à la limite, encore moins dans sa justification.

Entre les raseurs de paquerettes et les frôleurs de nuages, les nantis qui, décidément, voudraient bien nous gouverner, n'ont que l'embarras du choix. Sans doute mesurent-ils encore insuffisamment à leur goût la quantité et la malléabilité de leurs cibles, mais il faut reconnaître que quand il les ajustent, ils les loupent rarement. L'idéal serait que les autres, ceux qui agissent par la lutte, parviennent à la même performance. Histoire de corriger un déséquilibre...

Patrick Kernan.

UNE CURIEUSE HISTOIRE D'AUTOCOLLANTS

Brochure: l'Été à Vannes, 1980. Edité par UCIV 28 pages. Page 1, le Mot du Président, signé J.P. Diraison.

1) Texte sur autocollant

Visiteurs qui recevez aujourd'hui l'Été à Vannes, merci de votre visite.

En cette année du patrimoine, vous ne pouviez faire un meilleur choix que cette étape dans la ville de St-Vincent Ferrier et Anne de Bretagne.

Ce petit guide offert par les commerçants vannetais n'a d'autre but que de vous aider pendant votre séjour à Vannes.

Découvrez en piéton la cité des Vénètes.

Que ce séjour à Vannes reste un des vos meilleurs souvenirs de vacances, c'est notre plus cher désir.

2) Texte original après décollage:

Visiteur qui reçoit (sic) aujourd'hui l'Été à Vannes, merci de ta visite. En cette année du patrimoine, tu ne pouvais pas faire un meilleur choix que cette étape à Vannes. Découvre en piéton la Cité de Jean IV, d'Anne de Bretagne et de St-Vincent Ferrier.

Ce petit guide que t'offre (sic) les commerçants vénètes t'aidera à découvrir les différentes possibilités de visites, de te distraire, de t'instruire au contact du peuple breton (meurtri parfois par les atteintes du modernisme: Mazout, Centrales Nucléaires).

Passe un agréable séjour, regarde et tu comprendras mieux notre juste colère pour la défense de notre patrimoine.

Une lectrice du Peuple Breton, Maryvonne Oppici-Cadiou, nous raconte ce mois-ci une bien curieuse histoire d'autocollants.

Certes, contrairement à Chirac, dans l'affaire des bateaux-mouches antigaulistes, Marcellin n'a pas fait donner la police. Mais le procédé employé pour masquer un texte jugé trop autonomiste ne manque pas de piquant...

J'ai passé cet été un mois et demi dans la région vannetaise (l'île de Ré est intenable en été, et il n'y a pas de fest-noz!) et un jour de juillet, à Vannes, un commerçant me donna une brochure éditée par l'Union des commerçants de Vannes.

Sur la première page, le «Mot du Président» de l'UCIV

1) **Surprise:** sur le texte d'origine est collé un papier avec un petit texte bien comme il faut sur Vannes, un petit coup de patrimoine, un petit coup d'Anne de Bretagne, n'oublions pas les Vénètes, et voilà, chers touristes, vous êtes en Bretagne. Bof, rien à dire là-dessus, plutôt dessous!

Curiosité: je décolle assez facilement l'autocollant et le recolle à côté sur, je crois, une réclame de banque. Je lis le texte apparu.

3) **Révolte:** je découvre le but de cette manœuvre: surtout ne pas effrayer le touriste en lui parlant de **Mazout** et de **Centrales nucléaires**, il serait capable d'aller dépenser ses sous ailleurs!

Le tutoiement (pas indispensable à mon avis...) et les deux fautes d'orthographe (à 2 points!) ne **peuvent** pas être les **seules** raisons de cette occultation puisque le texte a été remanié.

En y regardant mieux, en plus de l'allusion à quelques problèmes bretons, ont aussi disparu les mots «**Peuple Breton**» et

les commerçants **vénètes** sont devenus **vannetais**, pour faire plus français sans doute. Et Vannes n'est plus la cité de Jean IV, qui s'en soucierait de ce pauvre Jean IV: il a vécu avant Anne de Bretagne, alors! D'ailleurs dans un dictionnaire bien connu, en 2 tomes, il n'y a que deux Jean IV: un roi du Portugal au XVII^e et un Négus d'Ethiopie au XIX^e. Alors «on» croirait à l'erreur historique et «on» écrirait à M. Diraison. Mais non, Messieurs Dames, il a bien existé, en Bretagne, avant qu'elle ne fut «rattachée» à la France. Il a même sa tombe dans la chapelle du Domaine de Prières à Billiers près Muzillac.

Mais ceci n'est qu'un détail à côté des suppressions de «t'instruire au contact du peuple Breton (meurtri parfois par les atteintes du modernisme: **Mazout**, **Centrales nucléaires**)» et du dernier paragraphe «notre juste colère pour la défense de notre patrimoine».

Bravo, M. Diraison, vous avez eu du courage, vous aimez votre ville et votre pays, pour avoir écrit ce premier texte. Quelles auront été les sanctions prises à votre égard par les poseurs d'autocollants? Serez-vous encore président de l'UCIV l'année prochaine pour avoir fait votre devoir de Breton, pour avoir tenté de sensibiliser l'opinion des touristes aux problèmes actuels des Bretons?

Pas bien ça, Monsieur, pas propre ça! Il faut cacher au moins pendant 2 mois; la presse se donne assez de mal et vous, vous étalez cela au grand jour, trois petits mots vite! Il faut cacher!

4) **Réaction à froid:** envoyer ce précieux témoignage au Canard Enchaîné. Puis je pense à vous (ne vous vexez pas du «puis», car c'est en rentrant chez moi que, nostalgique, j'ai relu mes P.B.). Donc je me fais envoyer par la famille une nouvelle brochure. Peine perdue: les autocollants d'août sont indécollables, on y a veillé; ou

peut-être à la vapeur? Mais qui s'en donnerait la peine?

C'est pourquoi je garde mon exemplaire-témoin pour le Canard qui est plus éloigné que vous de la Bretagne, et peut-être moins à même que vous de me croire sur parole.

Je vous copie donc sur feuille jointe les deux textes certifiés par moi-même et sur l'honneur, conformes aux originaux, y compris pour les majuscules.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Stages

— Pour **sonneurs de couple**, à Kerallic, en Plestin-les-Grèves (22310), le samedi 8 et le dimanche 9 novembre.

Pour **chanteurs de Kan-ha-Diskan**, en même temps. Renseignements: Kreizenn Sevenadurel Lannuon, rue Jean Savidan, 22300 Lannuon ou tél. (96) 38.26.09.

— Vidéo, à l'auberge de jeunesse de St-Guen (22), du 4 au 9 octobre. Organisation Action Vidéo-Sartrouville. Tél. 914.85.00. A.J. de St-Guen, 22530 Mur de Bretagne, 28 54.34.

• Fêtes

— Le dimanche **12 octobre**, à **Spézet**, salle municipale, fête fédérale UDB du Centre Bretagne, avec l'Hilare Carhaisienne et les groupes de la région. Fest-deiz, fest-nos, défilé, repas du soir sur place.

• Spectacles

— **Tri Yann**, à Basse Indre (44), salle municipale, le 25 octobre à 21 heures. Organisation Cercle Celtique des Clés d'Indre, 48.72.24.

— **Ar Log**, à Brest, à l'auditorium, le 7 octobre.

• Théâtre en breton

— **Strollad ar Vro Bagan**, joue *Nomenoe-oe*, à l'école du Nivot le 3 octobre et à Lannilis le 4 octobre.

• On recherche

Gérard Taillefer, émigré en Suède depuis bientôt 20 ans, serait heureux de retrouver camarades de jeunesse ou service militaire, en particulier Jean-Marie Berthelot, serrurier (?), environ 40 ans, originaire de la région de Saint-Brieuc. Mon adresse: S.I. Eriksgatan 130 B 2, 11343 Stockholm.

• Festival

...de la chanson, à Rennes, du 21 octobre au 26 octobre. Artous, Baril d'Agréments, Béart, Bourdin, Budet, Danger Godinette, Kergrist, Stivell, An Triskell, Art Zoyd, Ricet Barrier, Colette Magny, Quémener, Molineux, Salmon, Trégeriz, Altai Belloc, Chastellain, Latraverse, Mouazan, Mosalini, Myrddhin Andreu, Deraine, Djbout'jep, Etienne, Naphtaline, Nogues, Akendengue, Kevrenn Rennes, Musiciens du Laos-Montaner, débats, films, théâtre, etc...

Pour le Centre- Bretagne, meeting U.D.B. à Carhaix



Le Peuple Breton/Pierre Morvan



Le Peuple Breton/Pierre Morvan

Le 20 septembre, à Carhaix, l'U.D.B. organisait un meeting pour dénoncer l'abandon du Centre-Bretagne, et les mesures dérisoires annoncées pour « retarder sa désertification ». 600 personnes ont ensuite défilé dans les rues de la ville, jusqu'à la gare.

L'U.D.B. ET LA POLOGNE

Le Bureau Politique réuni à Mur de Bretagne, le 14 septembre 1980 communique:

L'U.D.B. a suivi avec une attention particulière les derniers événements de Pologne évitant de mêler sa voix au concert de ceux qui ne louent les travailleurs polonais que pour mieux attaquer l'idée même de socialisme.

L'U.D.B. rappelle les progrès accomplis par la Pologne qui, partant d'une situation désastreuse, au lendemain de la dernière guerre, est arrivée au rang de dixième puissance économique mondiale.

Ces progrès réalisés dans le cadre de la planification sociale sont entravés aujourd'hui par la participation insuffisante, des travailleurs, aux prises de décisions.

Ce combat des travailleurs polonais pour la prise en mains de leurs propres affaires, rejoint le combat du peuple breton pour décider en Bretagne.

VOUS AVEZ DIT : «RÉGIONALISATION?»

Une association de parents d'élèves désire organiser une kermesse dans les locaux de l'école fréquentée par les enfants. Elle doit, et c'est normal, solliciter l'autorisation d'utiliser les locaux.

Quelle est l'autorité habilitée à donner cette autorisation?

— le directeur de l'école?
Trop simple au royaume de la bureaucratie.

— le maire? (Après tout, la commune est propriétaire des locaux). Vous n'y pensez pas, il a déjà trop de pouvoirs.

C'est tout simplement le préfet.

Notre information n'est pas tout à fait complète car nous ne sommes pas parvenus à savoir si le préfet en référerait au ministre de l'Intérieur avant de prendre sa décision.

UNE MUNICIPALE A BLAIN

Une élection municipale partielle a été organisée à Blain (44) le 7 septembre dernier. Il s'agissait de compléter l'assemblée communale à la suite du décès du maire de droite.

Renonçant à présenter la candidature possible d'un militant local, l'UDB a préféré prendre une part active à la présentation d'un candidat «pour une gauche unie» également soutenu par le PCF et le PSU.

Le PS présentait son propre candidat, persistant dans une attitude qui l'avait conduit en 1977 à prendre quatre places dans la liste municipale du maire défunt.

Si la droite a «logiquement» conservé le siège, son candidat recueillant 1157 voix, on peut relever que le candidat «pour une gauche unie» soutenu notamment par l'UDB, a largement devancé, avec 523 voix, son concurrent isolé du PS (272 voix).

Les données locales de cette décision ne peuvent masquer l'intérêt de cette attitude unitaire de l'électorat de gauche. Pourtant, un certain tassement de la gauche par rapport aux élections précédentes est à noter. Le PS, qui était jusqu'ici la principale force de gauche, a perdu presque la moitié de son électorat habituel. Tout ceci témoigne de la persistance du sentiment unitaire au sein de l'électorat de gauche et de ce qu'aucun progrès n'est possible sans la reconstruction d'une nouvelle union.

LE PROBLEME BRETON ...

Lorient:

Un bilan inquiétant à la Société Bretonne de fonderie et de mécanique

Depuis plusieurs mois la société Bretonne de fonderie et de mécanique connaît des difficultés et la direction applique régulièrement le chômage technique dans l'entreprise tout en laissant entendre l'éventualité d'une centaine de licenciements. En instaurant ce climat d'insécurité, la direction profite des mesures gouvernementales, comme le chômage économique au lieu d'adapter l'entreprise à une politique d'avenir qui pourrait s'appuyer sur la formation professionnelle des travailleurs.



Plerin: Licenciements chez Menuibat

La Société Menuibat de Plérin qui employait soixante cinq personnes dans le secteur de la menuiserie, charpente et fermetures, vient de déposer son bilan. Le tribunal de commerce de St-Brieuc a prononcé la liquidation des biens de l'entreprise.

Une partie de l'activité a été reprise au sein d'un groupement d'intérêt économique qui a réembauché 44 des salariés. Mais 21 travailleurs vont grossir les rangs des 14.000 chômeurs du département.



Plouaret: Ecoles désertes pour la gratuité du transport scolaire

Les parents d'élèves des écoles publiques de la région de Plouaret se sont réunis pour protester contre les problèmes de transport posés pour le lycée de Lannion et le collège Luzel de Plouaret.

Ils refusent d'assumer financièrement le ramassage scolaire et réclament la gratuité comme dans de nombreux autres départements de l'hexagone.

Les 120 parents d'élèves présents ont décidé une journée «école déserte» pour appuyer leurs revendications auprès des pouvoirs publics.

FINISTÈRE

Brest:

Répression patronale à la Thomson-CSF

Depuis 8 mois, les travailleurs de la Thomson-CSF ont engagé un conflit portant sur la réduction du temps de travail et les salaires. Un accord entre la Direction Générale et les organisations syndicales a été signé il y a trois mois.

Mais par delà ce résultat, le patronat entend aujourd'hui régler ses comptes avec le syndicat CFDT majoritaire et traîne devant les tribunaux des délégués ou d'anciens délégués de cette organisation. C'est ainsi qu'après l'inculpation de 3 militants CFDT, suite au dépôt d'une plainte du patronat du Finistère, ce sont 6 délégués qui sont inculpés à leur tour par le juge d'instruction de Brest pour «atteinte à la liberté du travail», le chef du personnel annonçant qu'une vingtaine de militants pourraient être poursuivis sous ce motif.

A ce jour, quatre procès sont intentés contre les travailleurs par délégués interposés, cette violence étant le fruit de la sur-exploitation quotidienne des travailleurs établis sur l'arbitraire patronal, la répression anti-syndicale et les licenciements collectifs: déjà 2000 suppressions d'emplois dans l'électronique en Bretagne en 15 mois, dont la Thomson CSF est le principal employeur. De cette violence, le patronat a, rarement, à répondre devant la justice. Les travailleurs de la Thomson ne laisseront pas leurs camarades être entraînés par le patron sur le banc des accusés et feront de ces procès une tribune où s'exprimera la voix de leur combat.

CÔTES-DU-NORD

Les entreprises de Brosserie de St-Brieuc et Loudéac annoncent des licenciements

La direction des Etablissements Sauer vient de déclarer en comité d'entreprise son intention de fermer son atelier de Loudéac qui regroupe 18 personnes et d'instaurer des réductions d'horaire à son usine de St-Brieuc qui compte 131 employés.

Selon la direction, la concurrence étrangère a fait baissé le volume des commandes de 10%.

A St-Brieuc, deux autres entreprises de ce même secteur connaissent des difficultés: la broserie Burlot, 26 personnes, a annoncé sa fermeture à la fin de 1980 et la Brosserie Bullier a demandé l'autorisation de licencier huit travailleurs. La majorité du personnel de ces diverses entreprises est féminin et les possibilités de reclassement dans l'industrie locale sont très aléatoires.

La fermeture de l'atelier Sauer à Loudéac aggravera encore le taux de chômage de cette région qui a augmenté de 8% en un an.

MOR-BIHAN

Vannes:

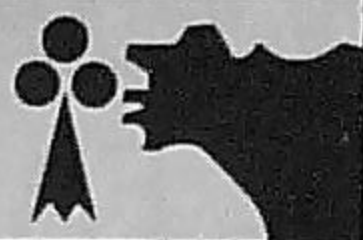
Menaces pour l'emploi chez Darèges

La société Darèges installée sur la zone industrielle du Prat à Vannes possède un PDG de choc en la personne de Daniel Hechter. Après avoir abandonné son entreprise parisienne, il continue à brader l'industrie du prêt à porter, préférant s'approvisionner à l'étranger pour un plus grand profit.

Chez Darèges à Vannes, la direction incrimine les salaires pour expliquer les difficultés, or selon la CGT les salaires n'ont subi qu'une augmentation de 2,33% depuis le début de l'année tandis que l'indice des prix a augmenté de plus de 11%...

Les travailleurs de chez Darèges refusent le chantage et sont déterminés à tout mettre en œuvre pour sauver les deux cents emplois de l'entreprise. Dans le département, déjà 2000 femmes sont demandeurs d'emploi, soit 56% du total des inscrits.

DE NANTES A BREST



ILLE-ET-VILAINE

La liaison Air-Inter Paris-Rennes menacée de disparition

La Société Air-Inter vient d'annoncer de son siège parisien son intention d'abandonner en 1981 l'exploitation de la ligne Paris-Rennes.

Air Inter est lié à l'Etat par une convention qui lui fait obligation de desservir la ligne Paris-Rennes. A l'origine ce service était subventionné par l'état et les collectivités locales. La convention arrive à échéance à la fin de cette année et la compagnie Air-Inter entend abandonner la liaison malgré une progression de 22% dans le premier semestre 1980.

Cette décision est un nouveau coup porté à l'économie du département, alors que des effets sensibles d'amélioration des aéroports bretons sont entrepris par les collectivités locales.

Et on ose toujours parler du désenclavement de la Bretagne dans les couloirs du ministère des Transports.



LOIRE-ATLANTIQUE

Liquidation de biens à la S.N.E.S., 350 salariés menacés

La liquidation de biens à la SNES, société nouvelle d'exploitation de la SAVA, survient quatre ans après le dépôt de bilan de la SICA-SAVA. Cette Société est une coopérative de producteurs de volailles qui travaille avec environ 150 élevages de la région.

Déjà au mois de mai dernier un conflit avait éclaté après l'annonce d'une vague de licenciements concernant 40 salariés. Une grève et une occupation des locaux avait abouti à l'annulation des licenciements et à la poursuite de l'activité. Aujourd'hui la liquidation de biens concerne 350 salariés et 80 éleveurs de poulets.

Dans l'espoir d'une reprise éventuelle, les travailleurs de la coopérative ont décidé à l'appel de la CGT l'occupation permanente des locaux. Mais le rachat de l'entreprise est lourdement hypothéqué par un passif de 10 millions de francs alors que le capital social est d'environ 3 millions.

Lannion: Interdiction professionnelle aux PTT

Un inspecteur des PTT au CNET de Lannion vient d'être radié de l'administration au bout de 21 ans de service.

Sa radiation provient de sa condamnation à 800 francs d'amende et 3 ans de privation de droits civiques par la Cour d'Appel de Rennes pour renvoi de ses papiers militaires.

Le jeudi 18 septembre, quatre cents employés du CNET ont manifesté à l'entrée des bâtiments contre cette atteinte aux libertés individuelles.

Après avoir déposé une motion à la direction du CNET, les délégués syndicaux ont réintégré symboliquement le travailleur licencié dans son laboratoire.

PB

Rennes: Débrayages à la Société Rennaise de préfabrication

La Société Rennaise de préfabrication, spécialisée dans la préfabrication de produits en béton emploie 80 personnes. La moyenne des salaires dans l'entreprise ne dépasse pas 2450 francs nets par mois. Les travailleurs ont observé une série d'arrêts de travail pour obtenir des augmentations de salaires et une revalorisation de leur prime de transport.

Une nouvelle illustration de la politique salariale en Bretagne.

PB

Loire-Atlantique: Un avenir sombre pour le machinisme agricole

Le secteur «machines agricoles» regroupe de nombreux salariés dans le département, répartis principalement chez Huard à Chateaubriant avec 1000 employés, et Braud et Fauchoux à St Mars-La-Jaille, 300 personnes.

Chez Braud et Fauchoux, un plan de restructuration va être appliqué et risque de déboucher sur une compression du personnel.

Chez «Huard» l'inquiétude est plus vive. Après les 122 licenciements de l'an dernier, la direction ne garantit plus le pouvoir d'achat. Selon le patronat, l'entreprise ne peut être rentable qu'avec un effectif ramené à 800 personnes.

Après Douarnenez : IL FAUT 5, 10, 100 FILMS BRETONS !



Le Festival de cinéma de Douarnenez a cette année, poursuivi son ascension: 10.000 entrées enregistrées, des Douarnenistes bien sûr, des Finistériens bien sûr, des Finistériens en nombre (dont quelques bigoudens) mais surtout... des Bretons... de partout... de St-Malo à Nantes, du Trégor au Vannetais. Festival Breton, il attire aussi des Basques, Occitans, ou Alsaciens..., films et public se confondant dans ce grand rassemblement des peuples bannis. Cette année, rappelons le, les DOM-TOM. On nous promettait l'échec, la désaffection du public, la médiocrité cinématographique. Le pari a pourtant été tenu et bien tenu! 10.000 entrées, une incontestable qualité de films et débats, d'échange et surtout une « ambiance » très appréciée. Permise par l'active participation d'un public passionné, par les liens très étroits et amicaux entretenus entre les organisateurs et de nombreuses associations locales, avec les comités d'entreprises, les commerçants... le maire... cette ambiance est gage d'un succès populaire.

Les réalités et les luttes des DOM-TOM, honteuses colonies perdues dans l'espace et le temps, ont sensibilisé le public; l'information est passée, la solidarité doit s'affirmer. Le festival a maintenant sa place dans la vie culturelle bretonne; c'est le rendez-vous annuel de l'audio visuel breton. En trois ans, le bilan est « globalement positif ». Mais attention! Le plus dur reste à faire. Il faut que partout en Bretagne les bretons « investissent » leur cinéma.

Une sélection du festival tournera en Bretagne prochainement; c'est un début. L'impact de films et de montages diapos bien encadrés, bien amenés dans la population est évident: cf. « Terre de vie ou terres à vendre » sur les problèmes fonciers bigoudens; (cf. « Plogoff, des pierres contre des fusils... »).

L'audio-visuel doit s'avérer un outil culturel et politique. Le cinéma breton est né; nous devons le soutenir, il soutiendra nos luttes.

J.M.L.B.

Michael W Russel,

« J'espère que la Bretagne aura un rôle important à jouer... »

P.B. Michael, à quel titre as-tu été invité au Festival des Minorités nationales à Douarnenez?

M. Je suis invité en tant que Directeur du festival du Film Celtique, un nouveau festival qui s'est tenu aux Iles Hébrides en avril dernier. L'année prochaine il se tiendra au pays de Galles, dans la petite ville de Port-Merion. Le festival c'est important pour les peuples celtiques parce que c'est la seule occasion pour les gens de voir des films dans les différentes langues celtiques. C'est aussi l'occasion de discuter avec ses collègues et ses amis des problèmes des pays celtiques...

P.B. Quels sont les problèmes des pays celtiques?

M. Les problèmes sont communs à tous ces pays: problème du déclin économique, du déclin social, du déclin culturel; en ce qui

concerne la télévision et les films en particulier, puisque c'est ce qui nous intéresse, problème de l'influence de la culture majoritaire sur les cultures celtiques. Celles-ci se font manger et tendent donc à disparaître très vite devant la culture majoritaire, française ou anglaise, et c'est là le problème le plus important que le festival essaye de résoudre. Mais évidemment il y a encore beaucoup d'autres problèmes, économiques, la confiance en soi, que le festival peut aider à résoudre.

P.B. Comment les pays celtiques pourraient se sortir de ces problèmes?

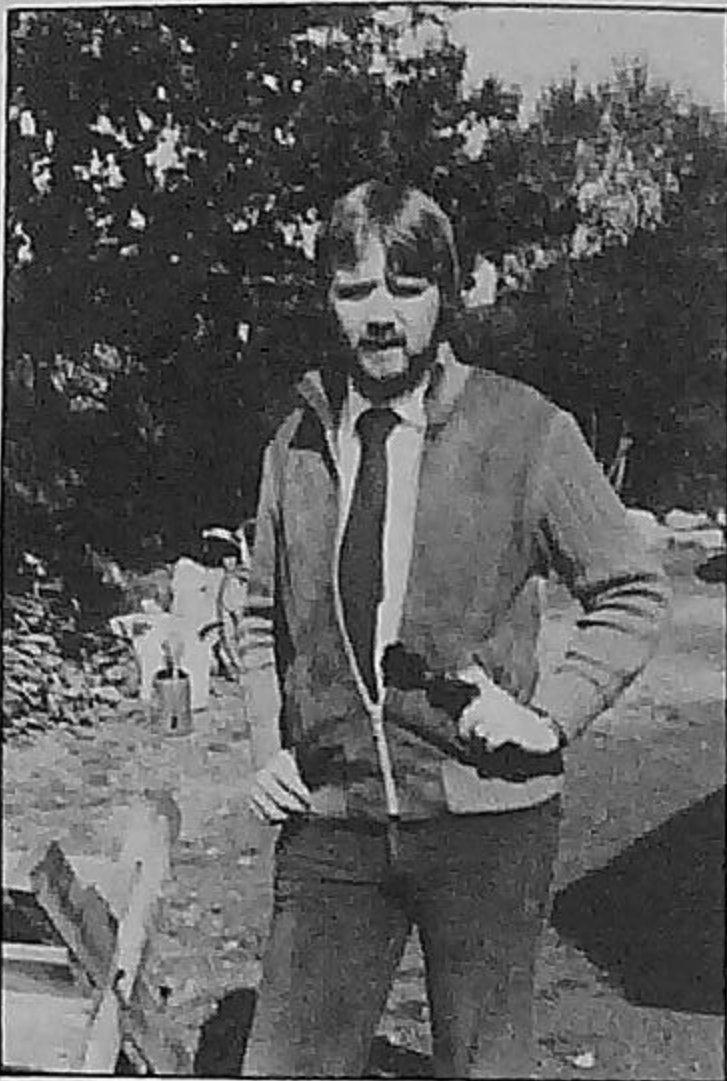
M. C'est une question difficile: je pense que je ne peux parler que de l'Ecosse. Parlons d'abord des émissions de radio-télé. Si tous les pays celtiques avaient un système de diffusion qui reflétait la nationalité et la langue normalement, ce

qu'ils n'ont pas, les choses seraient beaucoup plus faciles. Pour moi, la diffusion radio-télé est une des choses les plus importantes dans la vie, car ainsi les gens peuvent commencer à regarder et découvrir leur propre vie plus facilement. Il n'y a pas que dans la radio-télé mais aussi dans la politique que ça doit changer. Les gens doivent penser qu'ils ont le droit de déterminer leur propre existence et actuellement, dans les pays celtiques nous avons la mentalité que l'on trouve dans les dernières colonies.

P.B. De quelle partie de l'Ecosse es-tu?

M. J'habite les Iles Hébrides mais je suis né dans le sud de l'Ecosse.

P.B. Les Hébrides ont des problèmes particuliers?



Michael W. Russel, directeur du Festival du Film Celtique.

M. Ce sont les mêmes que ceux des bretons: économiques, chômage, manque d'offres, problèmes de la pêche. La politique de pêche européenne n'est pas bonne. Le problème de l'agriculture, des petites exploitations qui ne sont pas viables; la présence militaire, j'entends par là les camps militaires installés dans les îles interdites aux civils et aussi le problème de l'expansion nucléaire. Ici ce n'est pas la construction d'une centrale nucléaire mais des rejets à la mer de déchets nucléaires dans notre île qui deviendra une poubelle du monde. Ce qu'il y a de positif chez nous, c'est la découverte probable de pétrole et nous devons sans doute faire face à une rapide croissance économique. De plus il est probable que nous soyons le centre d'une grande industrie électrique où l'on utilisera l'énergie de la mer pour produire de l'électricité. Nous avons donc des

problèmes positifs comme des problèmes négatifs.

P.B. Politiquement, comment êtes-vous organisés en Ecosse?

M. Il existe trois grands partis politiques en Ecosse: les travaillistes du Labour Party dont l'importance augmente, c'est le plus important parti en Ecosse, nous avons aussi le parti conservateur, parti du pouvoir et du gouvernement actuels, pour le moment, ainsi que le SNP (Scottish National Party) (Parti National Ecossais). Personnellement, je ne pense pas que la solution aux problèmes de l'Ecosse soit en dehors de l'indépendance, celle-ci étant la 1^{ère} étape. Et même si le SNP a perdu un grand nombre de ses députés aux dernières élections puisqu'il ne lui reste que 2 députés nous devons regarder la situation et voir que l'Ecosse étant surtout un pays de gauche, étant naturellement tournée vers le Labour Party, doit avoir un parti nationaliste de gauche. Mes collègues, mes amis ne sont pas toujours d'accord avec moi là-dessus mais je suis heureux d'être avec eux pour l'indépendance. L'ancien 1^{er} ministre de Chine Chou en Lai disait «Peu importe si le chat est noir ou blanc, ce qui importe c'est qu'il attrape des souris». Ce qui est très vrai mais j'espère aussi que nous allons attraper la souris de l'indépendance.

P.B. Peux-tu présenter rapidement le SNP?

M. Le SNP est un enfant du siècle. Il a été fondé pour la recherche de l'indépendance de l'Ecosse et c'est encore son but. Le parti a eu des hauts et des bas et des résultats spectaculaires aux élections de 1974 par exemple. Cette fois-là nous avons eu 2 élections dans la même année et des résultats spectaculaires. Lorsque le parti travailliste est au pouvoir le SNP perd des places puisque l'Ecosse est principalement travailliste. Lorsque le parti conservateur est au pouvoir le SNP reprend le dessus. Ce que le SNP doit apprendre à faire c'est garder sa popularité entre deux élections; je crois qu'il l'apprend très vite. Les problèmes internes au parti que j'ai mentionnés ne sont

pas si importants que ça. Il s'agit principalement de savoir quelle Ecosse nous voulons construire. Je voudrais que l'on obtienne cette Ecosse même si nous devons faire des compromis. Le parti est important pour l'Ecosse, il est sujet à beaucoup de critiques de la part du parti travailliste et du parti conservateur et je pense qu'ils se rendent compte que nous sommes une vraie force politique.

P.B. Revenons au festival 80 des minorités nationales. Quels sont les films qui t'ont plu?

M. Beaucoup m'ont plu, il y a beaucoup à apprendre mais le film beau au-dessus des autres c'était «West Indies» de Med Hondo, d'une grande importance, particulièrement pour les Celtes, tellement important que j'espère avoir une copie pour le prochain festival au pays de Galles. C'est un film très intéressant techniquement et il porte un message très important sur la découverte, par les Antillais, de leur condition de colonisés... Il y a autre chose que j'ai appréciée c'est la rencontre avec les cinéastes bretons et j'espère que la Bretagne aura un rôle important à jouer dans les prochains festivals de films celtiques. J'espère que nous pourrions créer des liens entre les réalisateurs de films et télévision, bretons, gallois, irlandais et, pourquoi pas, d'autres pays.

P.B. Tu n'as pas eu l'occasion de voir le film de Félix le Garrec sur Plogoff, mais es-tu intéressé par les événements qu'il relate?

M. Oui. J'espère venir voir ce film en Bretagne plus tard. Je suis très intéressé par le problème de Plogoff. Nous autres, en Ecosse, nous ne sommes pas habitués à ce genre d'action politique violente et j'espère bien qu'il n'y en aura pas en Ecosse. Je comprends très bien vos problèmes et j'espère que vous réussirez dans votre lutte par tous les moyens que vous jugez bons, pacifiquement si possible.

DZ Sept. 80

Section UDB de DZ, Traduction Tudu.

«Tout est calme en Guadeloupe»

Gilbert Bienville, grand, jeune, noir, indépendantiste guadeloupéen. Il était au festival de Douarnenez. Au moment où l'hexagone reçoit quelques échos de la violence aux Caraïbes, son avis n'était guère superflu.

Il y a relativement peu de temps qu'on parle d'indépendance à la Guadeloupe. Comment êtes-vous passés de la lutte autonomiste à l'option indépendantiste?

Il y a toujours eu, en Guadeloupe, une revendication d'indépendance. Il y a en fait des positions de classes. Il y a une classe qui est intégrée à l'assimilation; il y a une classe qui est intégrée à l'autonomie, et une autre à l'indépendance. Le film de Lara évoque le sacrifice d'un certain nombre de patriotes qui, déjà en 1802, demandaient l'indépendance et la demandaient contre le rétablissement de l'esclavage. Mais depuis, c'est une revendication qui a été étouffée, en particulier par le désir d'assimilation des

intellectuels. Elle s'exprime, depuis 1960 de manière plus ouverte.

Quand aux moyens que nous employons, la riposte se fait en fonction de l'attaque, et nous ne nous contentons pas d'un seul terrain de lutte. L'électoratisme a toujours été un piège. Combien d'intellectuels ont trahi!

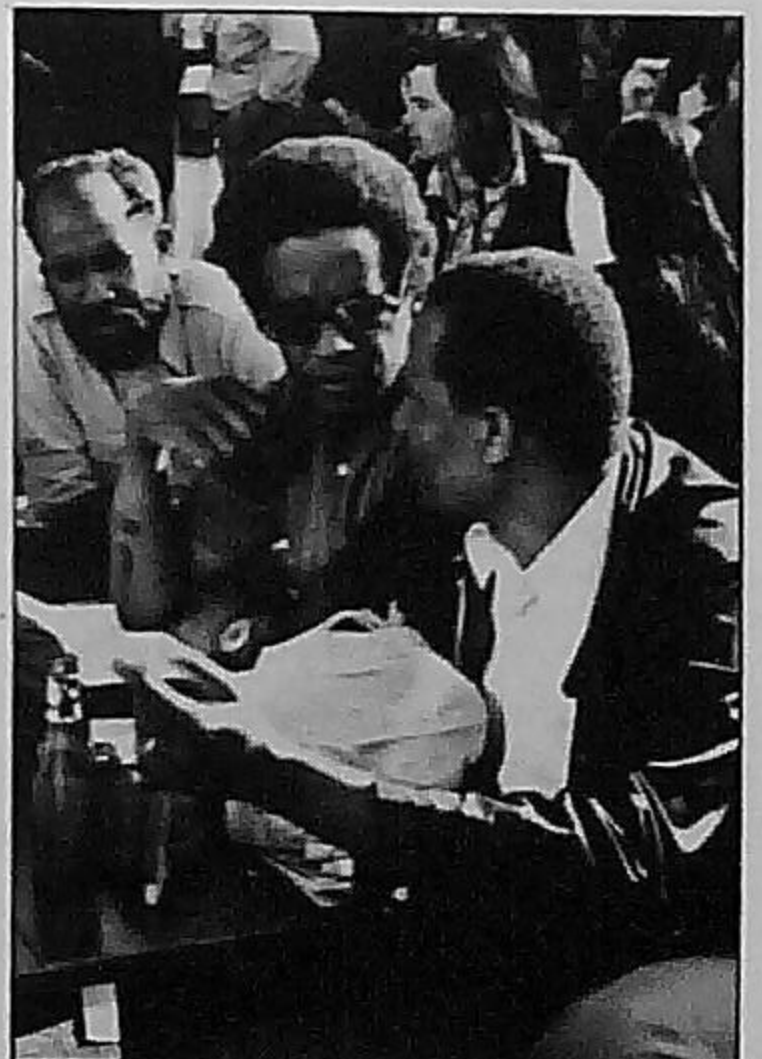
Et par rapport aux partis de la gauche française, quelle est votre position?

Ils sont classés comme des assimilationnistes et traités comme tels!

Ce qui veut dire?

Ce sont forcément des organisations à combattre. Il n'y a pas de rencontres, pas même idéologiques, ni dans les méthodes. S'ils changent, alors la question sera revue, bien sûr.

Gilbert Bienville, à droite, avec Max Relouzat, président de l'Association des travailleurs antillais du Finistère.



Il faut quand même des aides. Alors, sur qui comptez-vous? Quelles sont vos alliances?

Dans une perspective internationaliste, il est indispensable d'avoir des rapports avec tous ceux qui peuvent nous aider. Sur nos bases! Concernant la Caraïbe, il faut prendre des précautions! Nous avons des rapports avec la Martinique, où les mouvements indépendantistes sont moins organisés. Aussi, avec d'autres pays qui sont sous la coupe des intérêts anglais ou américains. Mais la situation est très diverse...

Et Cuba?

C'est une expérience intéressante...

C'est tout?

Avant de se prononcer sur Cuba, il faut voir, de l'intérieur, comment ça se passe. Cuba fait des choses intéressantes. Tout évolue en fonction de la situation mouvante de la Caraïbe, où la droite essaye de regagner ses positions. Si certains pays sont en état de lutte, on peut difficilement leur demander une aide efficace.

Quel est le risque, en échappant à l'impérialisme français de tomber sous

la coupe d'un impérialisme plus fort encore, et plus proche, celui de l'Amérique? Le tourisme n'est-il pas un élément de cet impérialisme?

Le tourisme à la Guadeloupe est un échec.

Dans un premier temps on avait compté sur une clientèle nord-américaine, qui n'avait aucune raison de venir spécialement en Guadeloupe ou en Martinique. Puis ils ont abaissé les tarifs d'Air-France, sans succès. Il y a maintenant une crise du tourisme en Guadeloupe, et c'est une bonne chose.

L'essentiel c'est de dire qu'il se prépare une répression importante en Guadeloupe. Les Bretons, qui ont passé une mauvaise période, avec Plogoff, sont particulièrement bien placés pour savoir de quoi il s'agit! Nous comptons aussi sur des actions de solidarité.

Il y a eu des grèves à contenu purement assimilationniste, comme celle des fonctionnaires. Il n'était pas question de les soutenir. Il y a aussi des grèves qui se situent dans une revendication populaire que nous soutenons, et qui fait partie du processus de libération du peuple guadeloupéen.

Propos recueillis par Jean Guéguénat.

PLOGOFF,

DES PIERRES CONTRE DES FUSILS

C'était le 3 février, il faisait vraiment mauvais, du vent, une pluie horizontale sur la dune. Du bourg à Feunteun-Aod, des processions de fourmis multicolores - les cirés! - pointillaient la grisaille. Plogoff inaugurait sa bergerie, une fête digne, chaleureuse dans l'ouate du crachin. Pas d'exubérance, pas de décibels: c'était pour plus tard. Aujourd'hui, deux ou trois discours; pas exaltés: décidés; un cantique en Breton: tout le monde le connaît; ce n'est peut-être pas très révolutionnaire, mais ça en a bigrement l'allure.

Au retour, on a le cœur chaud. On en croise d'autres qui arrivent, sans cesse. Parfois, on les connaît, on s'arrête dix secondes, brisant la marche des voisins. Deux hommes nous dépassent. L'un porte une caméra, qui pèse bon poids, l'autre la longue perche du micro. Anonymes et concernés comme les vingt milles autres: Félix le Garrec et Jacques Bernard.

Pressentent-ils les six semaines de résistance qui vont suivre? Probablement, comme tous ceux qui sont ici. Se doutent-ils de l'intensité de la bataille à venir et qui attirera en foule caméramens, photographes, et hommes des journaux? En tout cas, leur caméra aura été l'une des premières à tourner, et pendant 50 jours, elle ne se sera guère arrêtée que faute d'argent, et donc de pellicule! Il en est sorti un film de près de deux heures qui a été présenté à la presse, à Douarnenez, le 6 septembre, par Nicole et Félix Le Garrec.

Film-témoignage, c'est manifestement un parti pris. Pas d'analyse; tant mieux, on a évité pas mal d'approximations. Pas de politique; heureusement, on a épargné bon nombre d'ambiguïtés... Le témoignage brut, et l'utilisation à plein de cette formidable force du cinéma: L'émotion. Car cette chronique de six semaines de vent, d'imagination, de nuits fébriles, de haine, de joies, et de chaleur humaine libère une sacrée force! Images réquisitoires d'une occupation méthodique, rangées longues comme des talus, d'uniformes, de boucliers, de fusils lance-grenades; images-chocs des charges à travers les champs ras, le vent qui rabat les gaz des grenades lacrymogènes, les cocktails Molotov qui éclatent; images noires des arrestations en forme de rafles, la dignité de ceux qu'on emporte opposée à la colère de ceux qui les voient partir.

A travers un festival...

Parmi les films que l'on a pu voir, il conviendrait peut-être de dégager plusieurs catégories tant la programmation était diversifiée. Ayant tous pour toile de fond la situation actuelle des DOM-TOM, la façon de traiter le sujet, le sujet même, le contexte sous-jacent, etc... peuvent apparaître comme significatifs d'une démarche différente suivant les réalisateurs.

Les films documents faits par des militants des DOM-TOM sur les DOM-TOM sont des films très importants pour la compréhension de la situation actuelle. Ils ont bien souvent le mérite de faire le tour de la question de manière complète et à ce titre devraient avoir une audience la plus large possible. Mais ils sont condamnés par le système actuel à être peu diffusés donc peu vus. Ils ont tous un dénominateur commun: la dénonciation du colonialisme français et l'échec de la départementalisation. Les questions abordées sont donc les réalités économiques, politiques, sociales, culturelles des DOM-TOM, les forces en présence: partis politiques, syndicats, mouvements populaires, les perspectives: autonomie/indépendance.

Les films faits sur l'immigration en France étaient le plus souvent des films de fiction faits par des professionnels. Donc des films

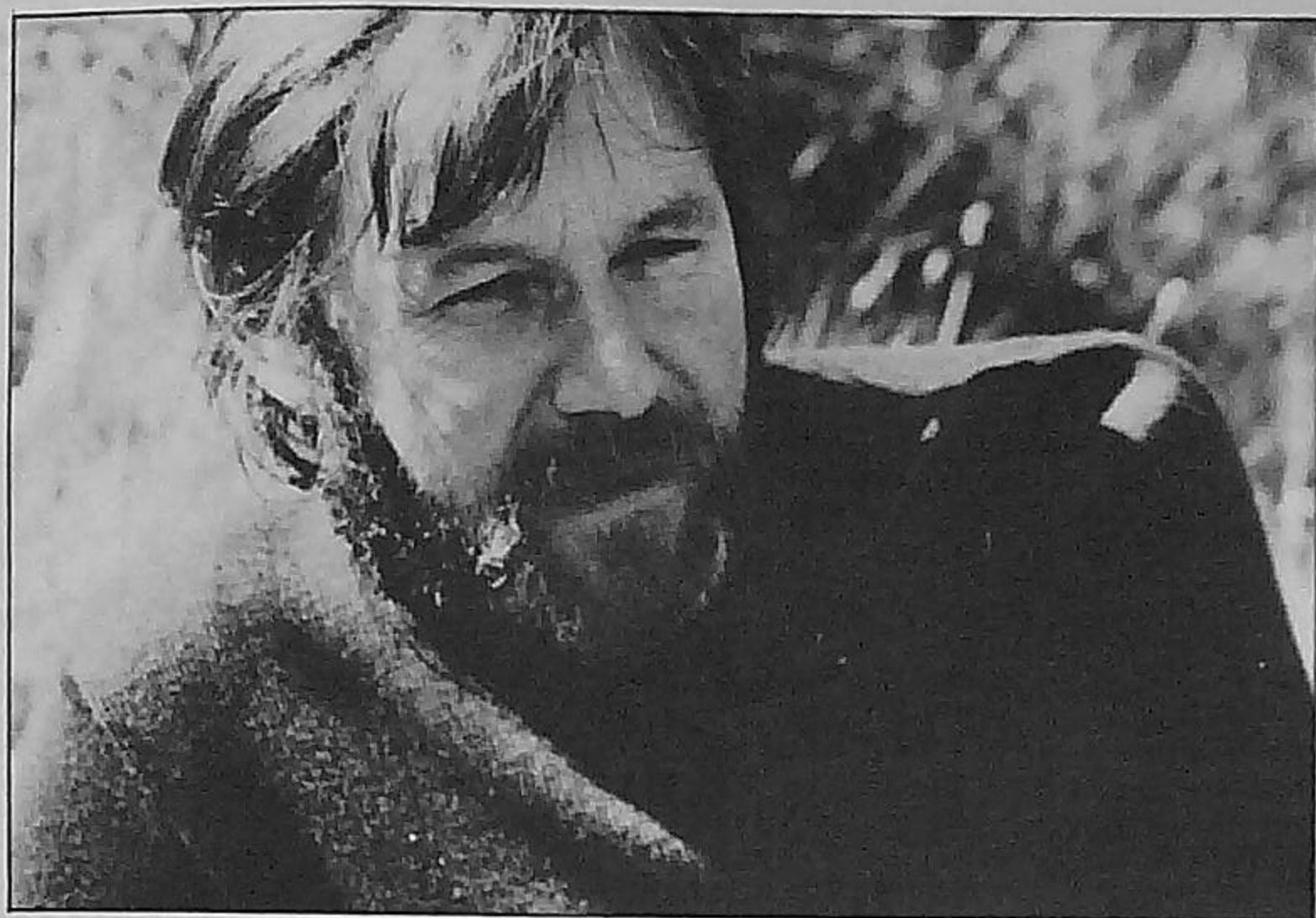
à scénario («Soleil O» de Med Hondo. «Un dessert pour Constance» de S. Malderor).

Les films de fiction ayant pour cadre les DOM-TOM se veulent des films «tout public» donc destinés au réseau commercial. (Westindies de Med Hondo - Moemoea). Le contexte social et la situation économique et politique y sont sous-jacents. La façon de traiter les problèmes est évidemment personnelle (fresques - symbolisme).

Le «cas» C. Lara est un peu en marge puisqu'à travers ses films transparaît surtout une idéologie bourgeoise et occidentale. 4 de ses films étaient présentés (coco la fleur - mamito - chop'la - vivre libre ou mourir...).

Les films commandités par le pouvoir français (les documentaires de Reichenbach) posent question quant à leur présentation. Controversés par une grande partie du public, tout y est: l'exotisme, les signes occidentaux, la bonne politique du gouvernement français, le silence sur les réalités dramatiques... Présenter ce genre de films n'avait en fait qu'un but, dénoncer à travers tout ce qu'on pouvait voir par ailleurs dans les autres films documents, le scandale du colonialisme français dont ils sont un produit.

Raymond Féat.



Félix Le Garrec

Et puis les visages des gens. Car se sont les gens qui ont intéressé les Le Garrec, ce sont les plans rapprochés qui démontrent la connivence, qui expliquent la résolution, qui expriment les révoltes. Les pêcheurs, les retraités de la marine et de l'armée. Les jeunes dans les bistrot, les femmes dans les cuisines ou dans les rues, un village plutôt moribond s'est remis à vivre quand on lui a proposé la mort.

Et puis aussi, un humour à toute épreuve, la vraie signature du Cap, celle qui fait comprendre que ce qui s'est passé ici, en ce coin de Bretagne, n'aurait pu se produire de manière analogue ailleurs. Depuis la « Modeste proposition » de Jonathan Swift, on sait que l'humour est l'arme politique des Celtes... il se trouve que les gens de Plogoff ont aussi une « modeste proposition » à formuler: Non au

nucléaire! Pour le crier, ils ne manquent pas d'air.

Félix Le Garrec a aussi filmé l'autre bord, celui des flics. Sans manichéisme, d'ailleurs, et sur certains visages de gardes-mobiles, harcelés et houspillés, ce n'est pas de la sympathie que l'on lit, bien sûr, mais quand même une certaine gêne pour le sale boulot qu'il leur faut faire... Félix Le Garrec n'a été cruel qu'une seule fois: dans la séquence où l'on voit Georgelin, amiral et commissaire enquêteur pâtelin, tenter, à la porte de la ridicule mairie annexe, de tenir tête aux femmes, et totalement liquifié, s'anéantir dans l'ombre de la camionnette...

Félix Le Garrec a filmé sans protection, souvent du côté des flics qui l'avaient averti que, s'il était pris parmi les manifestants, son matériel serait cassé... Il a réussi un film remarquable sur le plan technique également. Les images sont très bonnes, y compris les scènes de nuit, filmées en profitant des spots des télé, et surtout la prise de son en direct, d'une qualité exceptionnelle.

Le film des Le Garrec aura coûté 35 millions. C'est avec fidélité qu'il décrit la vie d'un village capiste en 1980. «Le Cheval d'Orgueil» a coûté 900 millions. C'est avec fidélité qu'il décrit la vie d'un village bigouden il y a 65 ans...

Peut-on espérer que «Plogoff, les pierres contre les fusils» aura la chance d'une distribution commerciale?

Jean Guégéniat.

UN FILM DE ALAIN AUBERT

ILS NE VIVRONT PAS AU PAYS

POUR résumer en quelques mots la journée bretonne, temps fort du festival, on pourrait écrire, salle pleine jusqu'à 5h30 du matin, séances dédoublées, files d'attente... etc... Certes, «Plogoff, des pierres contre des fusils», projeté en première «mondiale» a drainé les foules, certes, mais Plogoff n'explique pas tout.

Le cinéma breton attire un public de plus en plus nombreux, et ce n'est que justice. Trois nouveaux films bretons étaient au programme: l'émission de pierre Le Flao sur les conserveries douarnenistes, sauvée par le témoignage de deux «anciennes» ouvrières d'usine, le vieux projet de Philippe Durand «Yezh ar vezh», méritoire survol de l'action culturelle en Bretagne; le dernier film d'Alain Aubert «Chronique des années tristes — ils ne vivront pas au pays» sur lequel il est important de s'attarder. Cette chronique devait à l'origine être une fresque en 4 tableaux: Bretagne - Occitanie - Maghreb - Afrique Noire. Chronique des exilés... chronique des années tristes!

Pour des raisons financières (1) seules les 2 premières parties ont pu voir le jour.

Le film retrace, en alternance, les causes puis l'exil vers Paris de deux jeunes, un Breton, fils de paysans, une

Languedocienne, fille de viticulteurs.

D'entrée de jeu une gageure: construit à partir d'enquêtes sur le terrain (près de Redon), tous les faits reconstitués ici sont véridiques, toutes les scènes, tous les dialogues sont écrits, discutés, réécrits et tournés par les paysans eux-mêmes.

Tout de force d'autant plus remarquable que le matériel est lourd: du 35 mm!

L'appropriation de ce matériel par des non-professionnels est un apprentissage long et... périlleux.

Le résultat n'en est que plus séduisant.

Au centre du film: un fait dramatiquement quotidien et banalisé, l'exode; l'infini exode, l'intense solitude des jeunes travailleurs arrachés, des peuples amputés, occitans ou bretons.

L'alternance obsédante Occitanie-Bretagne mène la danse dès le pré-générique... Ce Kan-ha-Diskan des hommes et des femmes broyés, cette plainte bretonne et son répond occitan, ont une force, une vérité qui ne peuvent laisser indifférent.

Autour de ce thème central, de ce point d'ancrage, Alain Aubert et les paysans qui ont écrit le film nous dévoilent ces ressorts d'une économie qui se nourrit de ces

émigrés de l'intérieur. L'analyse est juste; tout y est: les banques, le crédit agricole, les trusts, les politiques gouvernementales; ces réalités du système sont énoncées avec simplicité, clarté... et toujours en filigrane l'obligation faite aux jeunes de quitter leur pays.

Cette clarté dans l'analyse est bienvenue, surtout dans cette forme de cinéma non directement «militante».

La démonstration se fait logiquement, et dans l'espace - Occitanie, Bretagne — et dans l'analyse.

Bien sûr, il y a des longueurs, des plans fixes longs... Mais toujours la profondeur d'avenir et de solitude provoquées par l'émigration s'y mesure pleinement. Comme dans les longues lignes droites du train qui part, fuite dans ce vide d'un pays qui crève.

Certains ont reproché ces longueurs, ces silences, la systématique de l'alternative. Oc-Brt. Et alors! L'exode anonyme n'est ni heureux, ni riant, ni chantant et Aubert le montre, à sa façon. Car ils ne vivront pas au pays! Un bon film.

J.M.L.B.

(1) Le film a coûté 7 millions d'anciens francs! Record!

Comment se vend le livre breton ?

UN ENTRETIEN AVEC YANN GOASDOUÉ

Nul ne s'attendrait à trouver dans une commune rurale du Centre Bretagne, à Spézet, le « Las-Végas breton », une des plus importantes librairies de notre région. En fait de librairie, il s'agit plutôt d'un magasin qui ventile pour la coopérative Breizh, membre de Kendalc'h, des livres et des disques du « fonds breton » chez les libraires de Bretagne (5 dép.). 4 personnes y sont employées et quand nous sommes arrivés pour l'interview, du responsable Yann Goasdoué, qui est par ailleurs talarbarder des Dialoued ar Menez, une commande de 120 ouvrages était en préparation avec les deux « best seller » du moment : « Marée Noire » des éditions Sellit et « le breton jeunesse d'une vieille langue » de notre camarade Fanch Morvannou.



Le peuple breton: Dans quel cadre juridique se situe la diffusion de livres ?

Yann Goasdoué: Kendalc'h a un centre de diffusion, qui s'appelle la coopérative Breizh avec laquelle je travaillais depuis 4 ans et dans laquelle je suis entré en début 1977 pour devenir « responsable diffusion », diffusion de disques et de livres. En fait ce que je faisais avant de manière indépendante, je le fais maintenant, en tant que salarié de la coopérative Breizh.

Le Peuple Breton: Vous êtes combien à la vente maintenant ?

Yann Goasdoué: J'ai démarré seul. Avec le développement des affaires, j'ai pris un représentant qui a également été embauché par Breizh et qui continue à travailler avec nous. L'an dernier deux autres personnes sont venues nous rejoindre: elles travaillent au magasin.

Dans quelques temps on sera plus nombreux. Nous avons une progression régulière, qui laisse penser que deux emplois supplémentaires peuvent être envisagés — en particulier une secrétaire-comptable sera nécessaire d'ici peu.

Le peuple breton: Pendant 4 ans le stock a été à votre domicile en Saint Hernin à Kroas hent Bodavid ?

Yann Goasdoué: Oui, nous pensions que cela suffisait pour stocker les livres mais très vite du fait du développement de l'affaire nous nous sommes trouvés asphyxiés par les livres et on avait du mal à lier vie familiale et vie professionnelle. Il nous a donc absolument fallu trouver un local pour entreposer nos livres, avoir nos bureaux et pouvoir respirer un peu plus librement chez nous. Nous avons trouvé à Spézet un local assez grand bien placé et qui fait notre affaire. Ce n'est pas gênant que l'on soit à Spézet puisque l'on vend à Brest, Morlaix, Lorient, Nantes, Paris, etc...

Le peuple breton: Vous servez toutes les librairies ?

Yann Goasdoué: On en fait un très grand nombre, disons que toutes celles qui sont vraiment librairies sont visitées. Ce sont des clients réguliers par contre, il nous est impossible de voir tous les dépôts de presse. Nous voyons sans doute 450 points de vente sur les 6 ou 700 qui existent. Nos ventes sont régulières au long de l'année et peu tributaires de la saison d'été, ceci bien que beaucoup de visiteurs de la Bretagne s'intéressent à la civilisation régionale. En fait, les périodes de pointe pour ce qui concerne les ventes sont surtout novembre et décembre, autant que juin et juillet ou septembre lors de la rentrée scolaire qui s'accompagne chaque année, d'un accroissement de ventes pour les méthodes de breton et dictionnaires.

Le peuple breton: Quels genres de livres diffusez-vous ?

Yann Goasdoué: A la coopérative Breizh nous sommes spécialisés dans la diffusion de livres qui concernent la Bretagne et en particulier le fonds culturel breton. Il s'agit donc d'ouvrages économiques, pédagogiques d'histoire, de géographie, de tourisme, de documents, un peu de romans aussi. Enfin, il y a toute une gamme de livres car on publie beaucoup en Bretagne... L'édition bretonne est relativement « solide » ce sont souvent des initiatives individuelles, des « comptes d'auteur ». Il y a beaucoup de publications, beaucoup de personnes sont des auteurs en puissance, elles ont des manuscrits.

Il n'y a pas vraiment d'édition, les gens publient eux-mêmes, c'est vraiment vivant... Et je crois que c'est un exemple unique à l'intérieur de l'hexagone. On ne peut pas trouver de région en France ou

l'édition régionale soit aussi dynamique qu'en Bretagne. On peut faire des comparaisons avec le Pays basque, la Catalogne ou la Corse... Même la Corse qui a un grand nombre de publications est loin, derrière ce qui se fait en Bretagne, et ceci n'est pas un fait récent.

Le peuple breton: Est-ce qu'on prend un gros risque en publiant à compte d'auteur ?

Yann Goasdoué: Tout dépend ce qui est publié. Mais en général, ce sont des gens très motivés et ils acceptent de prendre le risque. Certains en intéressant beaucoup de monde dans leur ouvrage réussiront à bien vendre. Dans ce qui se publie à compte d'auteur on trouve beaucoup de poésie, et la poésie se vend vraiment très bien. Il y a des échecs retentissants même dans l'édition prise en charge par un éditeur, mais aussi des succès. Comme succès d'ouvrage à compte d'auteur on peut citer un ouvrage sur la seconde guerre mondiale racontant les réseaux d'évasion d'aviateurs abattus, c'est une thèse d'historien qui cite 1500 ou 1600 noms, tous ces gens-là sont des lecteurs potentiels: il s'est vendu 8000 exemplaires de ce livre qui va sans doute être réédité. Au bout de deux ou trois ouvrages à compte d'auteur on est pris en charge par une maison d'édition, on devient un écrivain.

Le peuple breton: Est-ce qu'il y a prospection des écrivains potentiels ?

Yann Goasdoué: Bretagnes, qui pour le moment n'ont sorti que des ouvrages intellectuels à diffusion restreinte, ont une démarche intéressante, elles recherchent des manuscrits, des auteurs. Je ne sais pas s'il y a des quêtes d'auteur mais il y a en tous cas beaucoup d'auteurs qui sont en quête d'éditeur.

Le peuple breton: Tu me dis que les bretons publient beaucoup, mais selon ton expérience de la diffusion, peux-tu me dire s'ils lisent beaucoup ?

Yann Goasdoué: Je n'ai évidemment pas de statistiques à ce sujet mais il me semble qu'en Bretagne on trouve plus de lecteurs qu'ailleurs mais ce n'est pas évident.

Le peuple breton: C'est lu ? ça se vend bien ?

Yann Goasdoué: Cela se vend et se développe petit à petit. Il ne faut cependant pas être trop optimiste: disons que l'on dispose d'une masse moyenne de 3000 lecteurs sur en gros tout ce qui paraît. Certains ouvrages peuvent tirer plus, d'autres moins: 3000 c'est une moyenne. Mais il ne faut pas penser que cela dépassera de beaucoup les 3000 exemplaires. Il y a des cas particuliers, la poésie a de petits tirages, mais par rapport à ce que fait l'édition parisienne dans cette rubrique nous sommes encore avantagés car il y a en Bretagne un

courant de gens qui s'intéressent à la poésie. La poésie se vend à 1000 exemplaires mais des ouvrages d'intérêt local ou d'intérêt ponctuel peuvent se vendre à 5 - 6000.

Le peuple breton: Que vendez-vous le mieux? Histoire, géographie, tourisme?

Y. Goasdoue: Ce sont les documents que l'on vend le mieux, surtout en histoire, mais il ne s'agit pas forcément de témoignages, il y a aussi des documents d'histoire écrits par des universitaires... Disons que cela suit la tendance générale de la lecture en France actuellement où les gens sont intéressés par des documents plutôt que par les œuvres d'imagination, romans, etc.

Le peuple breton: Est-ce que les ouvrages se diffusent partout de la même façon?

Yann Goasdoue: En ce qui concerne les ouvrages du fonds breton, c'est à dire les ouvrages de culture bretonne, de pédagogie, les dictionnaires, la vente est à peu près équilibrée dans les grandes villes. Je pense cependant que le Finistère a un plus gros potentiel de clientèle que les autres départements. Mais à Rennes on travaille également très bien, c'est une ville universitaire, il en est aussi de même sur Nantes et Lorient... enfin toutes les grandes villes se valent à ce niveau-là.

Mais on a aussi beaucoup de titres qui sont d'un intérêt local et dans ce cas la vente ne se fait que dans les périmètres intéressés. Nous avons eu un livre sur le Morbihan dans la guerre qui s'est évidemment très bien vendu dans ce département.

Le peuple breton: Quel est le livre qui s'est le mieux vendu?

Y. Goasdoue: Sur ce que nous vendons? car nous ne vendons pas tout... Ce sont de petits ouvrages, des dictionnaires, des lexiques de langue bretonne, des contes, des légendes... Il y a un ouvrage sur les prénoms bretons qui s'est très bien vendu, ainsi que les deux livres sur la seconde guerre mondiale.

Mais nous ne vendons pas le «cheval d'orgueil». Le «cheval d'orgueil» est édité à Paris, est vendu par une maison d'édition parisienne et comme chacun sait, c'est un immense succès.

Le peuple breton: Quel pourcentage de ce qui intéresse la Bretagne passe par la coopérative Breizh de Kendalc'h?

Y. Goasdoue: Il y a maintenant presque 8 ans que je fais personnellement ce travail de diffusion. Il me semble qu'en diversification et en nombre d'ouvrages diffusés, nous sommes devenus les spécialistes de la question. Pour la quantité vendue, cela est moins vrai car nous ne travaillons qu'avec des éditions régionales, des comptes d'auteur et nous n'avons pas encore les moyens de la promotion... Tout ce qui s'est publié en Bretagne a du mal à se faire connaître, car à part la presse locale, Radio Armorique, il y a peu de chances que les médias qui font vendre des livres, c'est-à-dire les critiques parisiens, les émissions de télévision sur le livre, qui sont faites à Paris, la presse parisienne parlent de nos bouquins. On ne peut pas dire que nous soyons bien placés à ce

niveau-là, en chiffre de vente, pour un ouvrage tiré.

Pour un auteur qui veut vendre, il est plus intéressant de publier à Paris qu'en Bretagne. Mais au niveau de la démarche c'est différent, pour celui qui veut vraiment sortir de cette emprise parisienne sur tout ce qui se fait dans la «Province», il faut publier en Bretagne plutôt qu'à Paris. C'est une rupture avec le circuit classique du grand commerce parisien.

Le peuple breton: Yann, ne penses-tu pas qu'il y aurait place en Bretagne pour une maison d'édition qui centraliserait tout le travail?

Y. Goasdoue: L'édition est surtout le fait d'initiatives individuelles, mais il y a certainement place pour une maison d'édition, c'est le vœu de beaucoup. Il est cependant très difficile d'avoir une entente du mouvement breton qui est diversifié et très dispersé avec des ghettos etc. En outre, on essaie toujours de mettre une étiquette sur ce qui démarre.

Il y a cependant des maisons d'édition, il y a les éditions Bretagnes, les éditions Le Signor: deux jeunes maisons. Bretagnes semble avoir une politique éditoriale.

La maison d'édition exemplaire c'est en fait Al Liam qui a une politique éditoriale en ne publiant que de la langue bretonne: ouvrages pédagogiques ou romans ou traductions d'ouvrages essentiels de la littérature mondiale. Dans cette forme-là, mais en Français, il y aurait certainement quelque chose à faire, mais les gens ne sont pas encore vraiment mobilisés. Al Liam a son potentiel de militants dont elle

se sert et un responsable qui ont des choix bien réfléchis. En Français cela marchera aussi quand il y aura la même motivation mais cela coûte très cher de publier, on n'est jamais assuré du succès ni même de rentrer dans ses fonds, les risques sont assez considérables.

Le peuple breton: La Charte Culturelle n'aide pas du tout l'édition?

Yann Goasdoue: Le propos de la charte culturelle n'est pas d'aider l'édition, elle le fait quand même puisqu'il y a des ouvrages qui ont été publiés dernièrement. Personnellement, je ne pense pas qu'il faille compter là-dessus: dans 3 ou 4 ans cela n'existera plus et les aumônes de ce type-là n'ont jamais produit rien d'intéressant. On peut cependant les utiliser quand c'est possible.

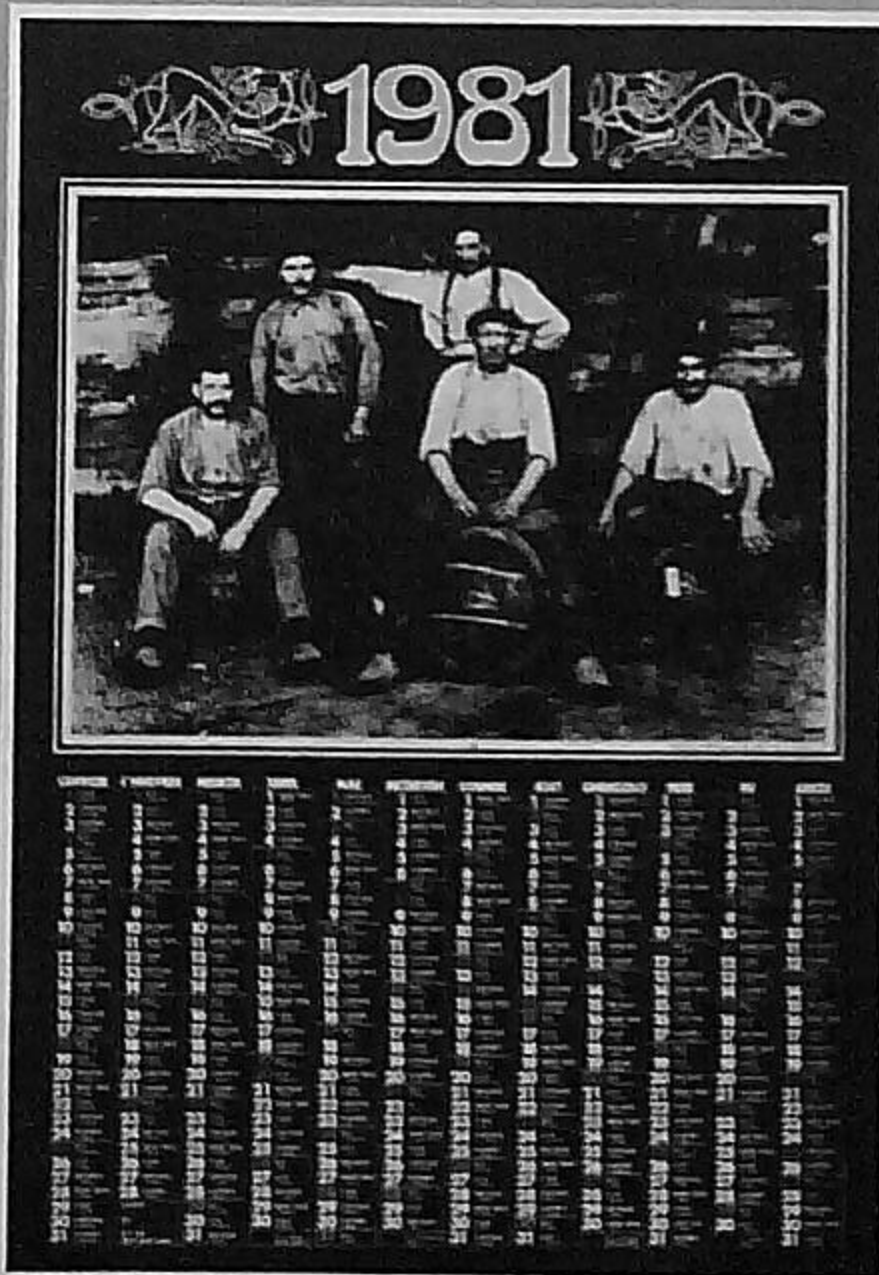
Le peuple breton: La crise actuelle a-t-elle une répercussion sur la vente des livres et des disques?

Y. Goasdoue: Pour les livres plusieurs faits interviennent. En 1979, les prix des livres ont été libérés. Les libraires avaient demandé cette libération et cela s'est retourné contre eux, les grandes surfaces et autres points de vente non spécialisés ont augmenté leur «discount» et les libraires ont ainsi moins vendu. Le marché du livre a ainsi été perturbé pendant un an, sans compter les effets de la crise actuelle.

Pour le disque c'est encore plus grave, il y a eu une véritable dégringolade. Les chiffres d'affaire des disquaires stagnent ou diminuent. En outre, le folk breton, traditionnel, n'a plus la même audience qu'il a eue durant les 7 ou 8 ans passés.

Propos recueillis par Iffig Rémond.

LE CALENDRIER 81 DES PRÉNOMS BRETONS EST PARU !



Un superbe calendrier poster
Tout en breton
13 F, franco, à :

U.D.B., B.P. 304
29273 BREST CEDEX

Un livre passionnant et remarquable : Les origines de la Bretagne



*Les origines de la Bretagne
par Léon Fleuriot (Payot)*

C'est dès l'introduction de son livre «Les origines de la Bretagne» que Léon Fleuriot accroche ses lecteurs en disant qu'il espère avoir exploité le maximum de sources disponibles, aussi bien les «légendes» des saints, la linguistique, l'archéologie que les textes des plus anciennes chroniques historiques des deux côtés de la Manche, et n'avoir négligé aucun aspect de la question.

Avec un énorme travail de bibliographie, voici donc un ouvrage qui éclaire d'un jour nouveau l'installation des Bretons de ce côté de la Manche.

Après avoir rappelé combien la Manche fut un trait d'union entre les peuples établis de part et d'autre, aussi bien avant les Celtes que du temps des guerres de César, Léon Fleuriot nous décrit l'Armorique sous l'empire romain; puis nous découvrons l'une des innovations de cet ouvrage: les Bretons, engagés dans l'armée romaine, ont été pour une bonne part à l'origine du peuplement de notre Bretagne; établie d'abord sur le Rhin contre les Germains, ces troupes se trouvent repliées surtout en Gaule du nord après l'effondrement des frontières du Bas-Empire. Les révoltes de Carausius, Magnence, Maxime et Constantin, tous chefs d'armées bretonnes, et au service de l'Empire, montrent une même idée: défendre l'Empire face aux Barbares, malgré un empereur déficient à Rome, quitte à le remplacer si les circonstances et le souhait des troupes les y poussent. Et c'est là une deuxième innovation du livre: les Bretons sous le Bas-Empire se sentent Romains à part entière, et veulent défendre l'empire à tout prix; cela conduit de nombreux contingents bretons sur le continent, et dégarnit la défense de la Grande-Bretagne, qui contient tant bien que mal les poussées des Pictes, des Scots d'Irlande et des Saxons.

Bons guerriers, ces chefs bretons font de piètres politiciens, ce qui conduit de toute façon leurs idées de grandeur romaine à l'échec. Tous mourront avant le but. Les troupes de Maxime, à la fin du quatrième siècle, ne sont pas revenues en Grande-Bretagne nous dit Saint Gildas; il est très possible qu'une bonne partie se soit installée en Bretagne, et que l'un de ses chefs ait été ce Conan Mériadec de la légende. Ces épisodes historiques ont donné naissance à toute une littérature où l'on voit les Bretons partir à la conquête de Rome (le roi Arthur, le songe de Maxent, etc...). A la suite de ces événements, une foule de soldats bretons se trouve en Gaule, pratiquant sans doute l'élevage, le labourage et... le brigandage, quand ils ne combattent pas les barbares pour défendre l'Empire.

Troisième innovation, Léon Fleuriot pense que la limite de la zone bretonnante pure correspond trop bien aux territoires des Ossismes et des Vénètes pour être le résultat d'un hasard: il semble bien que des Bretons aient été appelés comme fédérés de l'empire à défendre les côtes de l'ouest de l'Armorique contre les Saxons et que, peu à peu, à cet établissement se soit substituée une autorité de fait, par suite des apports constants de population, tant de Grande-Bretagne que de Gaule, les soldats fuyant les zones de combat trouvant toujours un refuge dans cette nouvelle patrie.

Léon Fleuriot pense que les rapports des Bretons avec les révoltes populaires des Bagaudes en Gaule devaient être ceux d'une coopération plus ou moins marquée suivant les époques, le problème manquant cependant de documents anciens.

Une étude de toponymes contenant le nom des Bretons sous diverses formes

nous révèle leur implantation en Bretagne et en Normandie, et jusqu'à la limite germanique des frontières de l'Empire.

La fin du pouvoir romain en Gaule se caractérise d'après les recherches de l'auteur, par l'alliance des troupes romaines et bretonnes contre les Francs, les Burgondes et les Wisigoths qui de fédérés sont devenus envahisseurs. Léon Fleuriot nous fait faire connaissance avec cet étonnant personnage qu'est Ambrosius Aurelianus, roi des Bretons d'Armorique et également des Francs qu'il domine quelque temps. Est-il vraiment ce Riothamus qui a l'estime de Sidoine Appollinaire? Gildas, en Grande-Bretagne, le qualifie de «dernier des Romains», car il a vaincu les Saxons et le parti nationaliste breton qui les avait appelés. Les récits légendaires en font l'adversaire de Vortigern, le frère d'Uther Pendragon, et alors peut-être l'oncle de ce roi Arthur qu'on a bien du mal à retrouver dans les chroniques anciennes.

Nous voyons apparaître de grandes familles romanisées de Grande-Bretagne, les Auréliens, les Constantins... et Léon Fleuriot nous fait approcher de la vie des Bretons de l'époque.

L'effondrement de l'empire romain est achevé par Clovis entre Loire et Seine, où résistent fortement Armoriciens et Bretons; Fleuriot nous présente la fin de cette lutte indécise en un traité discuté par les évêques, qui conduit au baptême de Clovis, à l'agrandissement de territoire des Bretons en Armorique (le pays des Curiosolites) et à la reconnaissance par les Bretons de la suprématie des Francs. Les Bretons cependant ne payant pas de tribut.

Ce traité, qui nous paraît actuellement désavantageux pour les Bretons, semble arrêter l'immigration ailleurs qu'en Bretagne; mais avec Childebert, fils de Clovis, les Bretons ont à nouveau de bons rapports. Childebert se conduit plus en puissant voisin qu'en maître absolu. Cette époque voit les Bretons d'Armorique et les Francs aider la Grande-Bretagne à la lutte contre les Saxons. Après la mort de Childebert, c'est à nouveau la lutte ouverte entre Francs et Bretons jusqu'à Nominoë...

Dans le domaine linguistique, Fleuriot pense que la langue gauloise a dû subsister jusqu'à l'arrivée des Bretons. Pour lui, le dialecte vannetais est autant britannique que les autres dialectes, sinon plus par certains aspects, mais aussi plus influencé par les parlers romans, sans pour autant prétendre que le gaulois avait disparu du pays de Vannes, surtout dans l'intérieur. En cela ils s'opposent à la thèse du Chanoine Falc'hun qui soutient que les dialectes KLT sont du Gaulois teinté de breton insulaire, et le Vannetais du gaulois teinté de roman.

Et ceci donne envie de relire le livre de Falc'hun «les origines de la langue bretonne» tome 1: argumentation historique, publié en 1977. Les recoupements sont nombreux avec le livre de Fleuriot. Ce dernier aurait d'ailleurs dû sortir deux ans avant, la fermeture d'une maison d'édition ayant retardé de cinq ans sa parution.

Trois chapitres dans le livre de Falc'hun: le premier, présentation du problème, est une espèce de soupe à la rancune, où tous ceux qui n'ont pas été d'accord avec sa thèse ont droit à leur «pegement».

Falc'hun a souvent de regrettables erreurs de logique dans ses démonstrations. Il serait peut-être intéressant d'en faire la liste... Une faute classique de sa part consiste à utiliser la conclusion d'une démonstration pour servir de preuve à celle-ci.

Le second chapitre, «les circonstances du départ des émigrés bretons» a pour idée de base que les émigrants fuient d'abord les pirates irlandais. Il introduit une idée intéressante sur la progression du christianisme en Grande-Bretagne à partir du II^e siècle. Falc'hun ignore l'émigration des Bretons ailleurs qu'en Bretagne: il ne suppose pas l'existence de colonies bretonnes en Normandie et en Artois comme nous les présente Léon Fleuriot.

Le 3^e chapitre «les circonstances de l'installation des Bretons en Armorique», démontre la survivance du Gaulois au V^e siècle, présente l'histoire de l'Armorique sous l'empire, mais il s'oppose à Fleuriot sur plusieurs points: il voit les Bretons s'installant en Armorique et coupant les relations avec les Romains; il suppose la création des paroisses en Plou très tôt, avec la première vague d'émigration (3^e et 4^e siècle), alors que Fleuriot les date de la deuxième vague d'émigration, et suppose qu'elles sont créées par les Bretons exempts de tribut. Falc'hun ne voit des Plous qu'au nord-ouest d'une ligne Odet-Rance, et en déduit l'absence d'une émigration Bretonne en pays de Vannes, (pourtant il fallut sans doute beaucoup de Bretons pour venir à bout de la résistance de Vannes...). Avec Fleuriot on peut supposer que toutes les fondations de bourgs n'ont pas été dénommées en Plou, et que le Pays de Vannes était peut-être déjà bien garni en bourgs et en habitants, d'où une conclusion qui oppose catégoriquement Fleuriot à Falc'hun: «l'implantation bretonne paraît avoir été assez légale dans toute la zone au nord-ouest de la ligne Dol-Guérande». Les différences entre les deux théories existent donc surtout à propos du dialecte vannetais: Gaulois plus Roman pour Falc'hun, et Brittonique plus Roman pour Fleuriot, le troisième élément étant beaucoup plus faible. Pour les autres dialectes, c'est une question de pourcentage entre Gaulois et Brittonique: avec Falc'hun on a au moins deux tiers de Gaulois, avec Fleuriot sans doute deux tiers de Brittonique.

Les recherches doivent donc continuer pour approfondir nos connaissances. Il faudrait pouvoir dater les fondations bretonnes en Armorique. (On a sans doute beaucoup à attendre de l'archéologie de ce côté). Il faudrait mieux apprécier le pourcentage de

Brittonique dans le Breton actuel: (Kenneth Jackson a bien ouvert la voie avec l'étude du vocabulaire emprunté au latin et ayant évolué différemment en Grande-Bretagne et en Gaule pour des raisons d'accentuation).

Il faudrait évaluer le pourcentage de Bretons originaires de Grande-Bretagne établis parmi les Armoricains, et le pourcentage des Bretons ayant quitté la Grande-Bretagne. Il serait également intéressant d'évaluer l'influence réelle de la christianisation des Bretons; y a-t-il eu une déperdition d'énergie, la religion privant les Bretons de beaucoup de princes qui auraient pu faire des chefs militaires?

En conclusion, le livre de Léon Fleuriot est le fruit d'un travail remarquable et mérite une large diffusion auprès de ceux qu'intéressent les origines de notre pays. C'est à l'heure actuelle l'ouvrage fondamental sur le sujet (1).

J.Y. Le Moing.

(1) Ceux qui souhaitent étudier plus à fond ces problèmes peuvent trouver leur compte dans les ouvrages suivants:

- langage and history in early Britain (Kenneth Jackson)
- An historical phonology of Breton (Kenneth Jackson)
- Early Brittany (Nora Chadwick)
- L'émigration des Bretons en Armorique (Joseph Loth)
- Les origines de la langue bretonne (F. Falc'hun)

CRÊPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouez ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

lannion



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites

confiance à...



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins

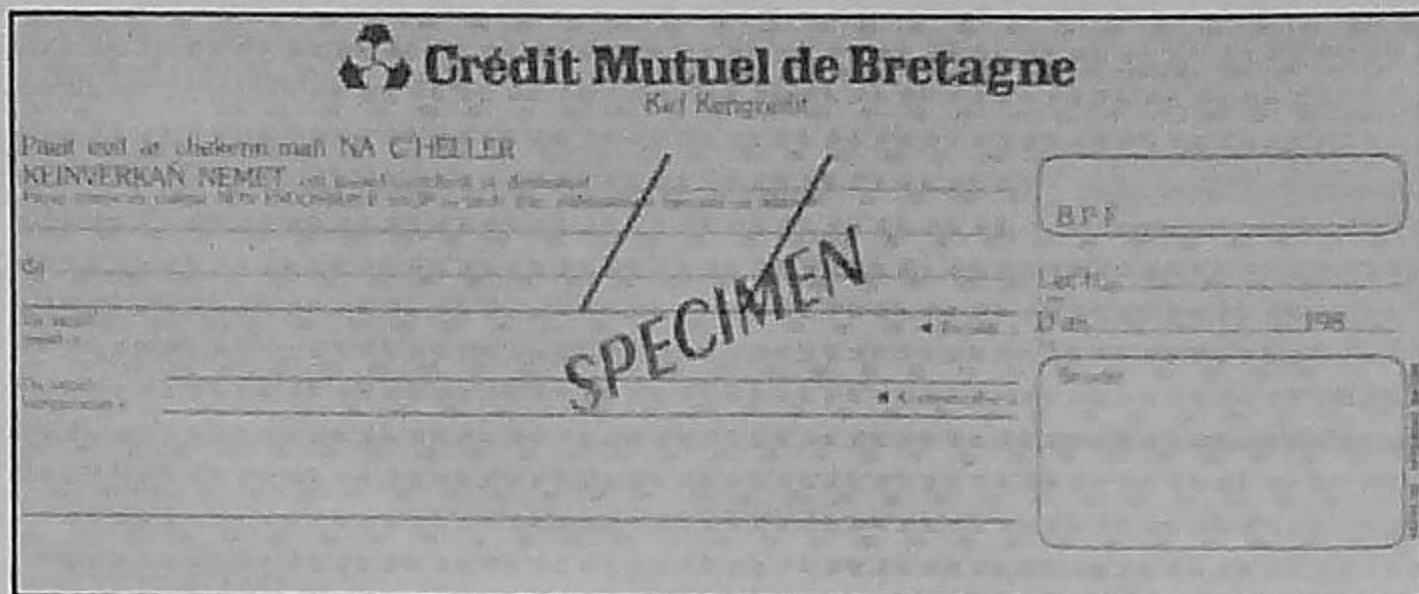


Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

La naissance des chèques en breton



On les sentait venir: ils sont là!

Depuis le 17 septembre, les premiers carnets de chèques en breton ont été expédiés aux titulaires de comptes qui en avaient fait la demande.

Anodin? Pas du tout! Il a d'ailleurs fallu aux responsables du Crédit Mutuel de Bretagne vaincre pas mal de réticences pour franchir le pas. Il leur a fallu le poids de nombreuses demandes...

- Combien?
- Plusieurs centaines, certainement.
- Ce lancement ne constitue-t-il pas aussi une bonne opération commerciale?
- Peut-être, mais ça n'est pas la motivation première. Nous avons simplement répondu à la demande de nos sociétaires.

En présentant leur initiative, le 17 septembre dans les (luxueux...) salons du CMB, au Relecq-Kerhuon, les responsables des caisses bretonnes ont marqué leur étonnement devant l'intérêt qu'elle soulève, tant dans les médias que dans les milieux financiers. Candeur? le terme rime pourtant mal avec argent...

— Rien dans la législation n'interdit de rédiger un chèque en breton. Nous avons utilisé cette lacune...

En tout cas, l'opération a fait mouche: il y a des ouvertures de comptes. Elle risque de faire boule de neige.

— Y-a-t'il des réactions du ministère des finances?

Au CMB, on reste assez discret sur le sujet, mais il semble bien que, «là-haut», ça touffe quelque peu. Et ça se comprend! Car, enfin, c'est la première brèche dans la formidable forteresse du monolinguisme administratif. C'est plus qu'un coup d'épingle: une fissure qui ne demande qu'à s'élargir. Il ne serait pas étonnant qu'on en mesure mieux le risque à Paris qu'à Kerhuon...

Il reste que, innocence, calcul commercial, ou régionalisme sincère, voilà un joli coup!

J.G.

J. ROLLAND
56460 LA CHAPPELLE-CARO

Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central
Tél. 74.92.95

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN
29200 BREST - Tél. 02.00.33

PEINTURE - PAPIERS PEINTS - TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT D'INTERIEURS - MOQUETTE

Kenober
ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération
QUIMPER
Tél. 90.63.33



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 4 octobre

à Brest

salle de la mairie, fest-nos avec Klaskerien, Brein et des chanteurs de la région; organisé par Diwan Brest

à Pleyber-Christ (29)

fest-nos, salle des fêtes, avec les chanteurs et sonneurs de Scignac, Huelgoat et Commana, et des sonneurs de la Montagne. Organisé par Diwan et l'Association sportive et culturelle de Pleyber-Christ.

● Le 10 octobre

à Rennes

aux Lices, à 21 h, fest-nos, avec Mill d'Iou, Baron et Anneix, les chanteurs et sonneurs locaux; organisé par UDB-Rennes.

● Le 11 octobre

à Derval (44)

fest-nos et spectacle Guy Monfaut, à la salle municipale; organisés par «La Noisille», apportez vos instruments.

● Le 12 octobre

à Spezet (29)

salle municipale, dans le cadre de la fête UDB du Centre-Bretagne, fest-deiz, puis fest-nos, avec les groupes de la région.

● Le 18 octobre

à Loperhet (29)

fest-nos, salle de Coat-Mez avec Diaouled-ar-Menez, les sœurs Goadec, Sonerien an Elorn, organisé par le Comité d'Animation de Loperhet.

à Poullaouen (29)

fest-nos organisé par Diwan - Huelgoat.

● Le 25 octobre

à Locmité (56)

à la salle des fêtes, fest-nos de soutien à Diwan, avec Er Luhered, Korriganed er Iann, Le Bras le Buhé, Kerbrat Le Toquin, Paper, Udo Lefebvre, MM Conan, B. Kerbeuf, Gaby Kerdoncuff, et bien d'autres.

● Le 31 octobre

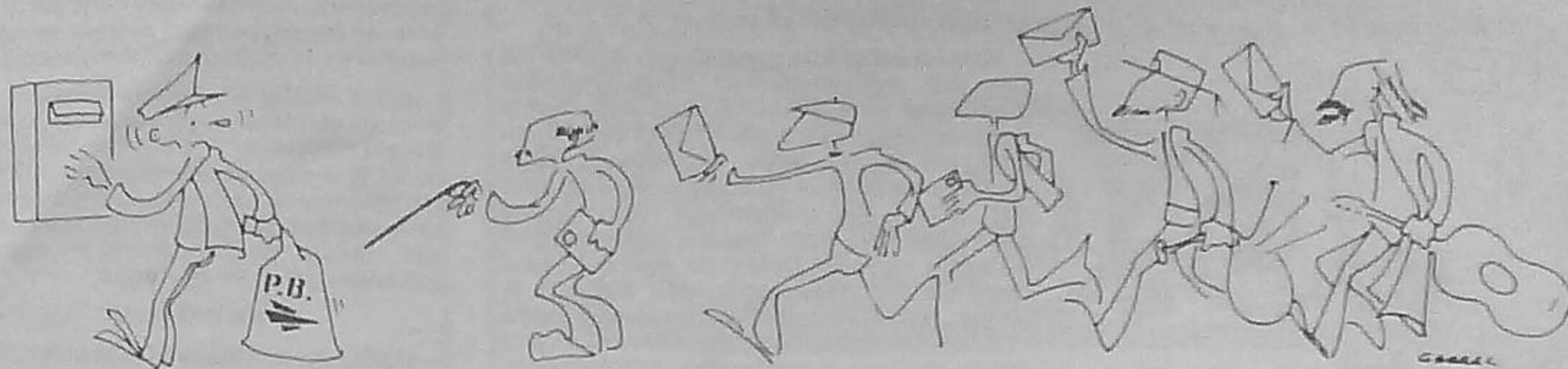
à Paimpol (22)

à la salle des fêtes, fest-nos avec les frères Morvan, Barono et Anneix, Ar Fiselesed Rostren, Epinette et Malrieux, le Féou et Becker, organisé par la section UDB de Paimpol.

à Paimpol (29)

fest-nos de la Toussaint; avec le Roux Dilasser, les sœurs Lozac'h et les sonneurs de Poullaouen, organisé par la section UDB de Poullaouen.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Préciser si vous désirez l'anonymat.

«Le PS, la Marine Nationale, le Préfet Maritime»

Monsieur le Directeur en Chef,

L'U.D.B. nous a habitués au meilleur et au pire. Sous ce dernier qualificatif, il convient de ranger les légèretés d'analyse et de langage qui caractérisent certaines prises de position.

Notre municipalité a malheureusement été plusieurs fois la cible de ces mauvais exercices, et si nous n'avons jusqu'ici jamais répondu, c'est par souci d'éviter de polémiquer avec une formation politique associée à la gestion de la ville de Brest et pour laquelle nous avons le plus grand respect malgré des traits de caractère infantiles qui la confinent trop souvent dans sa marginalité.

Par ailleurs, la discrétion même de l'audience du Peuple Breton ne nous empêche pas de reconnaître que cette publication, en raison de son titre même, est parfois lue par des Bretons émigrés qui veulent avoir quelques nouvelles du pays. De ce fait, il est le support d'une image de marque qui dépasse le seul crédo des militants UDB.

Et c'est à l'intention de cette catégorie de lecteurs qu'il nous est apparu, cette fois, impossible d'ignorer les erreurs et les contre-vérités contenues dans l'article paru dans le n° 200 sous le titre «Brestopolis».

Le rédacteur de service a cru bon d'aiguiser son talent sur une grande manifestation populaire qui n'a pas eu l'heur de lui plaire.

C'est là son droit le plus strict, mais était-il nécessaire pour autant qu'il exprime ses sentiments en déformant la vérité et en recherchant en fait toutes les arguties polémiques pour tenter de discréditer la direction municipale? Il ne m'appartient pas de rectifier les erreurs et les commentaires acides et grossiers de l'auteur à l'encontre du P.S., de la Marine Nationale et du Préfet Maritime. Je me contenterai de la part qui intéresse la ville:

1) Il est faux d'affirmer que «les élus UDB avaient émis, dès le début, les plus expresses réserves». Tous les compte-rendus municipaux montrent le contraire. Il y eut bien des réserves émises mais sur le plan financier, certain élu UDB estimant que le nombre de spectateurs risquait d'être insuffisant...

2) Il est faux d'affirmer qu'il n'y eut que 10.000 spectateurs. Tous les pointages estiment à plus de 30.000 personnes la foule qui envahit au cours des trois soirées et malgré un temps de chien tant l'enceinte payante que les abords de la Penfeld (Tour et abords du Pont de Recouvrance).

3) Les prix des places étaient à la réservation de 20, 30 et 40 F et de 30, 40 et 50 F le jour même du spectacle.

S'il est vrai que tout ne fut pas parfait, s'il est vrai que nous avons rencontré de nombreuses difficultés inhérentes à un premier spectacle de cette importance, le grand succès populaire remporté par cette première version des Tonnerres de Brest me conduit à œuvrer pour le maintien de la formule certes renouvelée et améliorée. C'est pourquoi j'espère que les appréciations

venimeuses, médiocres et aigries, ne décourageront pas tous ceux qui ont apporté leur concours à la réussite de cette initiative sans précédent.

Regrettant d'avoir eu à faire cette mise au point, je vous prie de croire, Monsieur le Rédacteur en Chef, en l'expression indignée de mes sentiments bretons.

L'adjoint au Maire, Y. Michel.

Yannick Michel n'a pas à «regretter d'avoir dû faire cette mise au point», qui prend en fait la forme d'une confirmation: «Les Tonnerres de Brest» ont été un spectacle — plutôt médiocre selon d'autres journaux que le nôtre — organisé pour la plus grande gloire de la Marine et pour le plus grand risque des contribuables brestois... Préparé dans la discrétion, il n'a guère connu le succès populaire attendu, et le chiffre que nous avons cité est aussi l'estimation donnée par des journalistes brestois. Plutôt que de pointages, on aurait préféré que Y. Michel parle de bilan: on aurait su ainsi avec plus de certitude si le déficit est bien, comme annoncé, de trente millions anciens.

Non seulement l'UDB a «émis des réserves» sur l'aspect financier de l'opération, mais elle en a aussi formulées sur sa conception même, et sur l'association de la ville et de la Marine. Ceci se passait lors d'un «Comité d'Administration de la ville de Brest» tenu le 19 mars 1980. A cette même séance l'UDB avait aussi été fort réticente à l'égard du FIFE (Festival international du film francophone) qui s'est tenu à Brest cet

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79



Deux courants

Intéressant article que celui du dernier PB sur les autonomistes. Avec un seul glissement, au sujet du PSU breton. Autant le reste de l'article est clair, autant l'analyse du PSU est rapide, voire hermétique. Vous écrivez en effet: «Le PSU a cherché à adopter au milieu du mouvement breton une coloration cryptique qui n'a pas empêché qu'on le repère». Qu'est-ce que cela veut dire? Cette critique pour vous dire que le temps des certitudes est peut-être enfin terminé. Terminée l'époque des «mon parti est le seul qui a raison, qui représente le peuple, la classe ouvrière pure et dure...». Il y a plutôt deux courants du mouvement breton qui vont peut-être se retrouver. D'une part un courant autonomiste, issu de la gauche classique «laïque et démocratique», bref, rêvant d'un parti communiste authentique, lorgnant même vers l'URSS.

Ce courant, représenté principalement par l'UDB a su s'implanter et faire un travail sérieux pour la défense de la langue bretonne. Le nouveau, c'est sans doute que ce courant remet en cause certains vieux schémas issus des vieux modèles socialistes venus de l'est. Ainsi, le nucléaire et les choix qu'il implique (ne faites pas comme le PCF en truquant l'histoire: c'est à votre honneur d'admettre que vos positions sur le nucléaire ont pour le moins évolué durant les trois dernières années!).

Le 2^e courant, issu de l'extrême gauche, tiraillé entre un esprit libertaire et une rigueur marxiste (parfois dogmatique), s'est retrouvé dans les COBAR, Skol an Emsav, la gauche du mouvement écologiste, etc... le PSU breton. Elle a fait suffisamment d'erreurs pour les payer par des divisions stériles; c'est cependant un courant profond en Bretagne qui a, durant l'année passée, animé un

mouvement anti nucléaire nulle part égalé, et enfanté le seul projet sérieux et alternatif jusqu'à ce jour, le projet alter breton.

Alors, est-ce un rêve de penser que 1981 pourrait voir la rencontre de deux courants se situant nettement à gauche du néostalinisme du PCF et de la social-démocratie PS. Cette rencontre, outre sa richesse théorique, aurait sans nul doute un poids politique qu'aucun des «petits partis» ne peut aujourd'hui prétendre avoir en Bretagne.

Marc Ruscart, Douarnenez.

Malgré une indéniable gentillesse, cette lettre me paraît comporter une nette composante tendancieuse. Avec une imperceptible condescendance, le courant dit autonomiste (lisons simplement l'UDB), y est présenté comme un mouvement rétro, pas très bien dégagé d'un certain «stalinisme», ayant fait ses preuves en matière de défense de la langue bretonne, mais nouveau venu dans la croisade antinucléaire dans laquelle il est, bien sûr, à la remorque de l'autre courant. Si, si, relisez!

Sans doute n'est-il pas facile de décrire en si peu de mots les diverses composantes du «mouvement breton». Mais est-ce bien objectif de réduire et caricaturer ainsi la pensée et le travail de l'UDB? Et l'époque des «c'est nous les meilleurs» est-elle bien terminée?

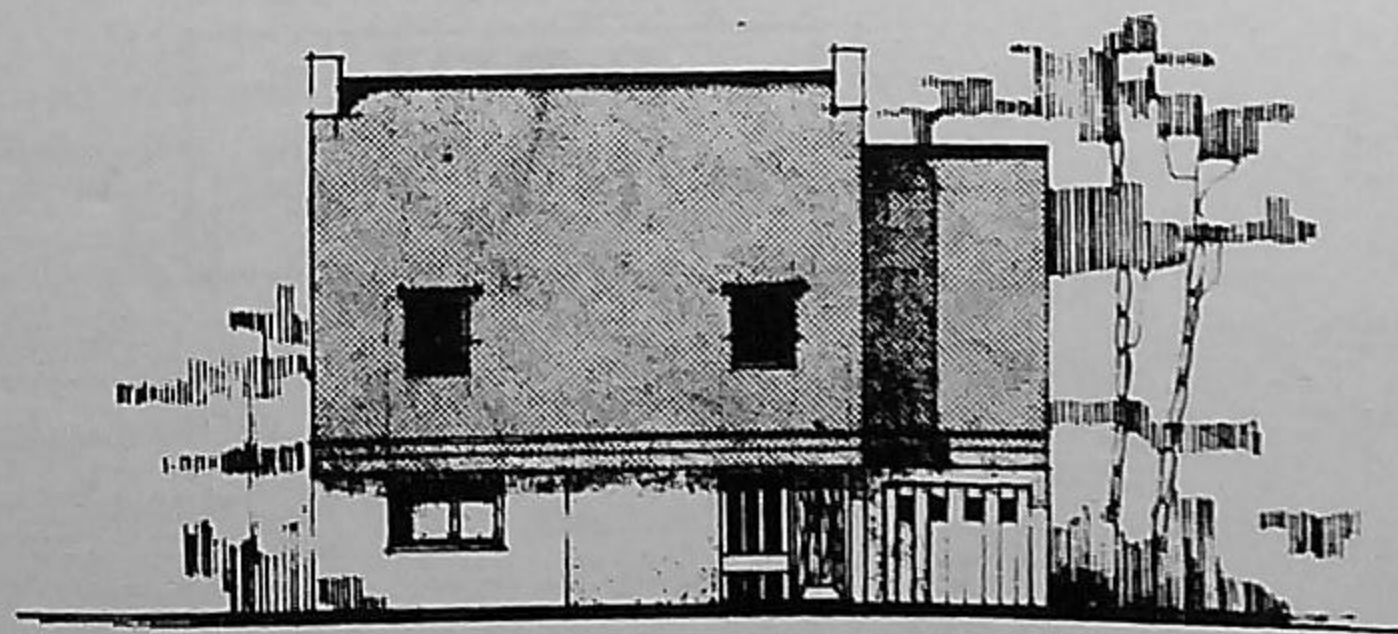
été. Si dans, ce dernier cas, ces réticences n'étaient guère fondées, le festival n'ayant guère été l'hymne à la francophonie conquérante que son titre faisait craindre, mais au contraire une manifestation très positive, nos remarques concernant «Les Tonnerres de Brest» étaient pleinement justifiées.

De plus, lors d'un conseil municipal tenu le 16 Juin, le seul groupe socialiste a voté, pour l'organisation de ce spectacle, une subvention de 540.000 F.

Reste le fond: trois semaines, avant «Les Tonnerres de Brest», Fanch Hénaff, militant antimilitariste, était jugé à Brest. Il avait bien sûr, l'appui du PS... Lors de la campagne sénatoriale de septembre, les candidats PS présentaient les positions de leur camarade Hernu comme marginales dans leur parti... Il est fort inconfortable de vouloir justifier des positions aussi diamétralement opposées. Le ton désagréable de la lettre de Yannick Michel montre qu'il mesure aujourd'hui cet inconfort.

SA .MARIN

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BÂTIMENT



KERIVARC'H-LAVALLOT
29215 GUIPAVAS

• ETUDES - PLANS •
• DEVIS •

TÉLÉPHONE : (98)28.17.02

PANNEAUX PUBLICITAIRES

véhicules & chantiers

L'ATELIER SERIGRAPHIQUE

56120-ST SERVANT/DOUST - (97)22.21.12

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO



BAR LE TRISKELL

Place Guérin - BREST

Téléphone : 44.56.65

BAR

TABAC

MAMY-BLUE

au-dessus du siège national de l'UDB

12, rue A.-Kervern

BREST

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

LUCAS ELECTRICITE

Dépannage - Entretien
Réparation - Installation

Atelier de réparations de tout matériel électrique
PERMANENCE TOUS LES LUNDIS

254, rue Anatole-France - BREST
Téléphone : 45.34.85

Cariou habilleur

Hommes - Dames - Enfants

27 et 29, rue Kéréon
KEMPER

DENIS PHILIPPE



*l'artisan du
déménagement
Fer - Mer - Route*

50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST Tél. 03.11.52

Bières, eaux minérales
Fuel, lubrifiant TOTAL

Jean PICAUD

10, rue Lamennais

Tél. 60.01.23 56 LOCMINÉ

PONDAVEN & TANGUY

18, place M.-Gillet - BREST
(église St-Martin) Téléphone : 80.66.19

Toutes transactions immobilières
Spécialiste fermettes à rénover
et petits appartements centre ville

Datsun Cherry 5 portes.

Découvrez,
comparez,
vous comprendrez.

Datsun. L'économie plus le plaisir.

Garantie 2 ans
pièces et M.O.



DATSUN

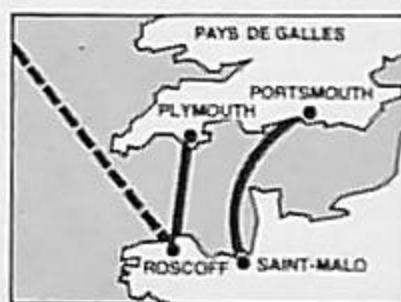
GARAGE
DOLLO-QUINTRIC
Concessionnaire « DATSUN »
Z.I. KERONAN - 29200 BREST
Tél. (98)02.32.13 - 02.20.14

BED & BREAKFAST



4 NUITS 100F
chez l'habitant gallois.

Si vous embarquez à Saint-Malo ou à Roscoff sur un bateau Brittany Ferries, vos traversées aller et retour vous donneront droit en Grande-Bretagne à cette offre exceptionnelle : 4 nuits pour 100 F, chez l'habitant gallois, le plus merveilleux



des hôtes. Ou si vous désirez : 2 nuits en terre galloise et deux autres ailleurs en Grande-Bretagne, jusqu'en Ecosse même. Toujours dans des "Bed and Breakfast" soigneusement sélectionnés par Brittany Ferries.

brittany ferries
et toutes agences de voyages.

GRATUIT - Nous connaissons si bien la Grande-Bretagne que, dans tous les cas, vous avez intérêt à consulter notre brochure "Brittany Ferries 1989". Vous y trouverez des circuits détaillés de nos destinations, plein d'idées de séjours originaux. Tous les horaires. Tous les tarifs.

Nom _____
Adresse _____

Pour recevoir gratuitement notre brochure-guide retournez ce bon à Brittany Ferries, 29210 Roscoff, Tél. (98) 02.32.13.



Crêperie Heb-Ken

monsieur et madame rolland
Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande

44000 Nantes

Tél. 73.00.30

CRÊPERIE « Chez Loïc »

32, rue de la Visitation 35000 RENNES - Tél. 79.00.83

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

SUR-PLACE

OU COURSE CONTRE LA MONTRE

Is étaient bien accablants, les témoignages qu'apportaient à Carhaix, le 20 septembre, les militants de l'U.D.B. habitant le Centre-Bretagne. Ecoles qui ferment, lignes de chemin de fer qui ferment, commerces qui ferment... Bretagne elle-même qui ferme, ne s'entrouvrant que pour l'arrivée des touristes ou pour le départ des jeunes Bretons vers l'exil.

En réalité, et puisque nous parlons de fermeture, il faut remarquer que la Bretagne, cet été, a été au bord du blocus Ports bloqués, routes bloquées, aérodromes bloqués... Venant après la marée noire printanière et la centrale coloniale, cela fait quand même une sacrée somme de mécontentements bretons !

Bien sûr, si on analyse chacune de ces luttes, on arrive à une addition d'ambiguïtés. On constate que ces pêcheurs en colère, ces paysans en colère, ces capistes en colère, ces trégorrois en colère n'ont pas fait une Bretagne en révolte. Mais ils ont démontré l'extrême gravité du problème breton : ce Centre-Bretagne en voie de désertification (en situation de moindre développement, selon le langage préfectoral !), il a fortement tendance à s'étendre jusqu'à la périphérie : le chômage augmente plus vite, aujourd'hui, en Bretagne que dans le reste de l'hexagone ; et, en Bretagne, c'est en Ile-et-Vilaine, département prétendument favorisé, qu'il s'étend le plus vite : près de 20% de plus en un an, et mille emplois de moins, en six mois, à Citroën.

Cette réalité dramatique de la situation économique bretonne, la droite fait tout pour la cacher et, les médias et les notables aidant, elle y parvient pas mal... Exemple : si l'on compare le montant des investissements pour les routes, on obtient des chiffres a priori comparables, 520 F par habitant pour la région Bretagne, 526 F par habitant pour la France. Mais cette apparente égalité cache une disparité parfaitement choquante : en Bretagne, la part de l'Etat n'est que de 210 F par habitant contre 259 F pour la France. C'est donc par un effort supplémentaire des collectivités locales, déjà confrontées anormalement aux questions de S.N.C.F. et de gaz naturel, que la parité semble respectée ! Pour une région qui devait bénéficier d'un plan routier exceptionnel, c'est quand même un peu fort... Même situation concernant les primes de développement régional : alors qu'elles atteignent 800 millions de Francs pour l'Hexagone, hormis la région parisienne et les régions limitrophes, la part pour la Bretagne représente seulement 54 millions, c'est-à-dire nettement moins que ce que devrait lui valoir — sans effort particulier — son nombre d'habitants. Les quelques bribes obtenues lors de la visite des Bretons à l'Elysée sont loin de représenter la simple équité. Ne parlons pas de politique volontariste pour la Bretagne, ou alors la volonté est bien celle que nous avons toujours dénoncée : la volonté de faire de la Bretagne une

simple réserve pour le tourisme et l'armée !

On a pourtant entendu les hommes politiques bretons — et pas seulement les notables de droite — s'en féliciter...

Le développement économique des régions, dans l'optique giscardienne, c'est dépassé. La nouvelle distribution du travail, ce n'est plus entre Paris et la « province » qu'elle s'opère, comme au temps de la décentralisation des années soixante, c'est entre l'Occident et les pays du Tiers-Monde. Mais, dans ce « dialogue Nord-Sud », pour reprendre encore une expression dissimulatrice, c'est bien, à plus grande échelle, le même but qui est poursuivi : il s'agit de trouver de nouvelles sources de main-d'œuvre à surexploiter, il s'agit encore d'accroître les profits. Et il faut bien reconnaître que, si le processus était identique, à côté de certaines manufactures de Hong-Kong ou de Malaysia, Transocéan, c'était presque le rêve !

Ce redéploiement n'est d'ailleurs pas le fait des seules multinationales, comme on le croit parfois. De petits industriels, (même Bretons !) s'y mettent, comme l'a montré une récente étude du CREFE sur les industries du bois.

L'austérité, dans ces conditions, est donc inévitable. Loin d'être un processus contrôlé, comme le laisse entendre le pouvoir, c'est la conséquence obligatoire d'une politique de libéralisme à l'américaine, sans en avoir les moyens.

Loin d'être une « garantie pour l'avenir », comme le dit Raymond Barre, elle découle de sa conception même de l'économie...

C'est dans ce contexte très peu favorable aux travailleurs qu'intervient, se superposant à la crise de la gauche politique, la division syndicale. Il est bien évident que les divergences entre les grandes centrales ne sont ni occasionnelles, ni personnelles, ni superficielles. On ne peut les réduire non plus à des querelles d'état-majors. Elles sont une des contradictions du monde ouvrier.

Mais les contradictions sont faites pour être surmontées, et elles l'ont souvent été ! Dans les crises les plus graves, ou, il y a peu, dans la perspective de la venue de la gauche au pouvoir.

Aujourd'hui, en Bretagne, la situation est suffisamment grave pour qu'on tente de surmonter, dans la lutte, les divergences réelles.

En Bretagne, où C.G.T. et C.F.D.T. sont pratiquement à égalité, on ne comprendrait pas que la course commence par une séance de sur-place. Contre la désertification, c'est au contraire, une course contre la montre qu'il faut lancer !

UDB